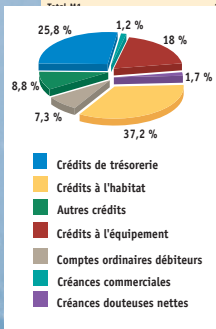




Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2							
	117 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 151 - Statistiques au 30/06/2012

NOUVELLE-CALÉDONIE
115 000 000



Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- L'émission des signes monétaires ;**
- Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc.) ;
- La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer ;
- L'établissement de la **balance des paiements** de la Nouvelle-Calédonie ;

Sommaire

1. Synthèse	2
2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	6
2.1 La masse monétaire	6
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	6
2.3 La circulation fiduciaire	7
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	8
3.1 Les actifs par agent	8
Les avoirs des ménages	9
Les avoirs des sociétés	11
3.2 Les actifs par nature	12
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	13
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	13
L'endettement des ménages	14
L'endettement des entreprises	15
L'endettement des collectivités locales	16
4.2 Les passifs des établissements locaux	16
5. Les engagements bancaires	18
5.1. Les risques sectoriels	18
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	21
Les indicateurs globaux	21
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	21
6. Le financement des concours bancaires	22
6.1 L'équilibre emplois - ressources	22
6.2 Le réescompte	22
7. La monétique et les échanges de valeur	23
7.1 La monétique	23
7.2 Les échanges de valeur	23
8. Rappel des taux	24
8.1 Les taux d'intérêt légal	24
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	24
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	24
8.4 Les taux de l'usure	24
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	25
Annexe : Méthodologie	26

1. Synthèse

Au deuxième trimestre 2012, la reprise mondiale déjà molle donne des signes de faiblesses en raison des tensions financières persistantes en Europe et de la croissance moins forte que prévu des pays émergents. D'après les dernières projections du Fonds Monétaire International réalisées en juillet 2012, le taux de croissance de l'économie mondiale serait de 3,5 % en 2012 soit 0,1 point de moins que prévu en avril 2012.

La croissance américaine bien que positive à 0,4 % au deuxième trimestre, diminue par rapport au trimestre précédent (après + 0,5 % au premier trimestre 2012). Le pouvoir d'achat des ménages américains serait en outre toujours soutenu par un marché du travail relativement dynamique (taux de chômage à 8,2 % en juin 2012).

En Asie, le Japon enregistre à son tour un ralentissement économique malgré l'augmentation des dépenses publiques et privées consécutive à la catastrophe de Fukushima. Sa croissance s'effrite, passant de 1,3 à 0,3 % entre le premier et le deuxième trimestre 2012. La progression des exportations, de l'ordre de 1,2 % au deuxième trimestre, reste trop faible pour couvrir celle des importations, à + 1,6 %. La croissance chinoise enregistre son sixième trimestre consécutif de ralentissement (7,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2012, contre 8,1% au premier trimestre) résultant essentiellement de la baisse de l'activité du commerce mondial mais aussi de la décélération de la demande intérieure.

Conséquence des tensions accrues sur plusieurs marchés financiers de la zone euro et du renforcement de l'incertitude, l'activité dans la zone euro recule au deuxième trimestre (- 0,2 % par rapport au trimestre précédent). L'Allemagne n'est également plus à l'abri du ralentissement économique qui affecte fortement les pays de la zone euro (+ 0,3 % au deuxième trimestre contre 0,5 % au trimestre précédent). Le taux de chômage en juin 2012 dans la zone euro est de 11,2 % (+ 1,2 point par rapport à juin 2011). Par ailleurs, l'écart entre le taux de chômage des États membres est particulièrement significatif, en effet la différence entre le taux de chômage le plus bas (en Autriche, 4,5 %) et le plus élevé (en Espagne, 24,8 %) est la plus importante de la dernière décennie.

Au deuxième trimestre 2012, comme au premier trimestre, le produit intérieur brut en France reste stable (0,0 %). Les dépenses de consommation des ménages reculent légèrement (- 0,2 % après + 0,2 %), tandis que la formation brute de capital fixe totale croît à nouveau (+ 0,6 %) après un repli au premier trimestre (- 0,8 %). Les importations accélèrent nettement (+ 1,8 % après + 0,6 %), tandis que les exportations restent peu dynamiques (+ 0,2 % après + 0,1 %).

Lors de sa réunion du 5 juillet 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de réduire le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème¹ ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt de 25 points de base, à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %.

Lors de sa réunion du 6 septembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de laisser ses taux d'intérêt directeurs inchangés. Par ailleurs, il a pris la décision de créer un nouveau programme de rachat, sans limite de montant, de dette à court terme sur le marché secondaire des obligations souveraines de la zone euro. Dénommé Outright Monetary Transactions -OMT- (en français : « Opérations monétaires en prise ferme »), ce programme de soutien vise « à traiter les graves perturbations affectant les marchés des obligations d'État qui proviennent, en particulier, de craintes infondées sur la réversibilité de l'euro » afin de préserver une transmission appropriée de la politique monétaire ainsi que l'unicité de la politique monétaire

¹ Pour davantage d'information sur ces décisions de la BCE :

<http://www.banque-france.fr/uploads/media/declaration-introductive-06-09-2012-v2.pdf>, <http://www.banque-france.fr/uploads/media/pr120906.fr.pdf>
<http://www.banque-france.fr/uploads/media/mesures-visant-a-preserver-la-disponibilite-des-garanties-06-09-2012-v2.pdf>

Conjoncture financière et bancaire

dans la zone euro. Il est assorti d'une stricte conditionnalité liée à la mise en place d'un programme du Fonds Européen de stabilité financière (FES) et à la participation du FMI. Parallèlement, le Conseil des gouverneurs a adopté des mesures destinées à assurer la disponibilité de garanties suffisantes dans le cadre des opérations de refinancement de l'Eurosystème. Lors de la révision des taux des livrets d'épargne règlementés du 15 juillet 2012, le gouverneur de la Banque de France a décidé de maintenir le taux du livret A à 2,25 %.

Après avoir atteint un record à la mi-mars à 126 dollars le baril, le prix du pétrole (Brent) a connu une forte baisse au deuxième trimestre 2012 : en juin son cours s'est établi à 96,4 dollars (soit un repli de 23,5 % depuis la mi-mars). Toutefois, en juillet, le prix du baril s'est à nouveau fortement redressé (+ 6,0 % sur le mois). Par ailleurs, en raison de la sécheresse exceptionnelle aux États-Unis et de l'état actuel des cultures dans d'autres régions céréalières, les prix des matières premières alimentaires se sont nettement redressés (+ 7,7 % en juillet 2012 après - 1,8 % en juin).

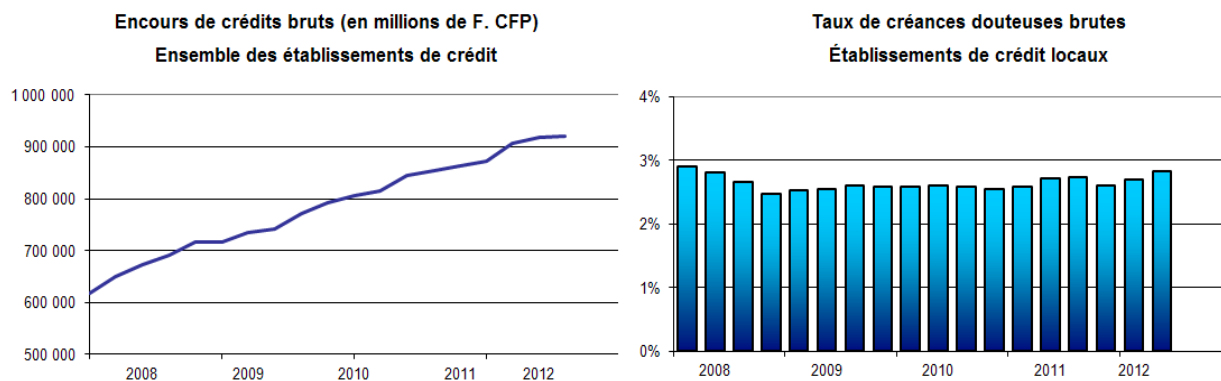
L'économie calédonienne connaît un ralentissement

L'évolution des indicateurs macroéconomiques confirme le ralentissement observé dans les autres géographies. Le marché de l'emploi se contracte légèrement. La consommation des ménages est mitigée et l'investissement des entreprises s'infléchit, après un début d'année plus prometteur.

Une activité bancaire encore favorable pour les ménages et les entreprises ...

La conjoncture monétaire et financière du deuxième trimestre 2012 est caractérisée par une progression modérée des encours de crédit, même si le rythme de croissance reste soutenu sur un an :

- l'encours des crédits sains de l'ensemble des établissements de crédit ralentit au 2^{ème} trimestre et atteint + 0,2 % (après + 1,0 % au trimestre précédent ; + 6,7 % sur un an), en liaison avec la baisse de l'encours des collectivités locales (- 10,3 %). A l'inverse, les encours des entreprises et des ménages accentuent leur progression (respectivement + 1,3 % et + 0,8 %, contre + 0,9 % et + 0,4 % le trimestre précédent);
- l'encours sain des établissements de crédit locaux augmente de +1,1 % au 2^{ème} trimestre (après + 0,6 % au trimestre précédent; + 7,3 % en glissement annuel). L'encours des crédits à l'habitat des ménages, progresse plus nettement qu'au 1^{er} trimestre (+ 1,3 % contre + 0,7 %; + 8,6 % sur un an);
- parallèlement, l'encours des crédits aux entreprises octroyés par les établissements locaux est également mieux orienté (+ 1,8 % contre + 1,3 %; + 6,7 % sur un an) avec une reprise des crédits d'investissement (+ 1,5 % après - 0,1 %; + 6,5 % sur un an); l'encours des crédits d'exploitation des entreprises continue de croître (+ 2,6 %), avec l'augmentation de l'encours des comptes ordinaires débiteurs (+ 5,2 %; + 15,2 % sur un an), traduisant des tensions de trésorerie pour les entreprises;
- le portefeuille clientèle des établissements de crédit locaux reste sain, avec un taux de créances douteuses brutes en légère hausse, à 2,8 % (+ 0,1 point sur le trimestre), alors que le taux de provisionnement se replie (62,6 % ; - 2,3 points).



L'activité de collecte est orientée à la baisse au deuxième trimestre 2012 :

- l'encours des actifs financiers se replie (- 1,0 % contre + 0,8 % au trimestre précédent), sous l'effet de la poursuite de la baisse des dépôts à vue (- 3,0 % après - 3,2 %) alors que les placements liquides ou à court terme ne progressent que de 0,1 % (après + 4,0 % au trimestre précédent);
- sur un an, l'encours des dépôts à vue est favorablement orienté (+ 4,6 %) grâce aux dépôts des entreprises et des ménages (+ 10,4 % et + 7 % respectivement), les dépôts des autres agents (- 26,6 %) freinant la performance d'ensemble.

... avec des résultats contrastés selon la nature des établissements de crédit.

Dans le détail, la situation doit être nuancée selon les catégories d'établissements de crédit.

Ainsi, l'encours de crédits porté par les établissements situés hors zone d'émission (27 % du total de l'encours) a diminué au 2^{ème} trimestre (- 2,1 % contre + 2,0 % au trimestre précédent).

A l'inverse, les banques FBF¹ de la place (69,4 % du total de l'encours) affichent une amélioration de leur activité de financement sur le trimestre (+ 1,3 % après + 0,7 %). Elles ont bénéficié de la demande des ménages en matière de crédits à l'habitat (+ 1,3 %) et du besoin de financement des entreprises (+ 2,0 %, dont + 1,7 % pour les crédits d'investissement et + 2,6 % pour les crédits d'exploitation). Les sociétés financières de la place (3,6 % du total de l'encours) connaissent une situation atone. Leur encours stagne au 2^{ème} trimestre (après + 0,4 % au trimestre précédent).

Augmentation des crédits aux entreprises portée par les crédits d'investissement au deuxième trimestre

La croissance de l'encours des crédits aux entreprises octroyés par l'ensemble des établissements de crédit se révèle plus dynamique au 2^{ème} trimestre (+ 1,3 % après + 0,9 % au trimestre précédent).

L'encours des crédits d'investissement enregistre une nette reprise sur le trimestre (+ 1,6 % après - 0,1 %) alors que la demande de financement des besoins d'exploitation atteint + 2,8 % contre + 5,9 % le trimestre précédent, soutenue par une augmentation sensible de l'encours des comptes ordinaires débiteurs (+ 5,0 %). Sur douze mois, la demande de financement des entreprises reste significative (+ 6,4 %) avec une hausse des crédits à l'investissement et des crédits d'exploitation (+ 5,6 % et + 7,7 % respectivement).

Au plan sectoriel, les activités immobilières, qui concentrent plus d'un tiers des engagements en faveur des entreprises, sont en augmentation de + 2,0 % au 2^{ème} trimestre (+ 5,8 % sur un an). Les concours en faveur du secteur du commerce et de l'industrie (respectivement 14 % et 7 % des engagements) sont également bien orientés (+ 2 % et + 2,4 % sur le trimestre).

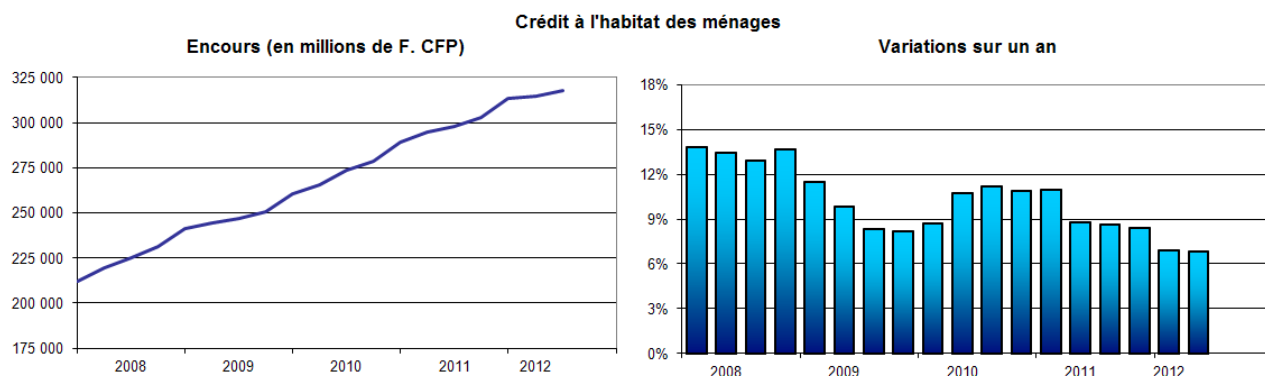
Légère hausse des crédits de trésorerie aux ménages sur le deuxième trimestre

La demande de financement des ménages auprès de l'ensemble des établissements de crédit progresse légèrement au 2^{ème} trimestre (+ 0,8 %, après + 0,4 % au trimestre précédent), la hausse de l'encours des ménages reste élevée en glissement annuel (+ 6,4 %).

La progression de l'encours des crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des particuliers (80 % de l'encours), se révèle plus dynamique qu'au trimestre précédent (+ 1,0 % contre + 0,4 %). Sur douze mois, la croissance de ces encours est soutenue (+ 6,8 %). Les crédits à la consommation sont également mieux orientés au 2^{ème} trimestre (+ 0,9 % contre - 0,6 % ; + 4,0 % sur un an), en liaison avec l'évolution des crédits de trésorerie (+ 1,1 % ; + 7,1 % sur un an), les comptes ordinaires débiteurs progressant plus modérément (+ 1,2 % contre + 6,3 %).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent sur un an, ce qui constitue un point d'attention : les incidents de paiement sur chèques augmentent de 41,7 %, les décisions de retrait de cartes bancaires de 12,8 % et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire de 12,0 %.

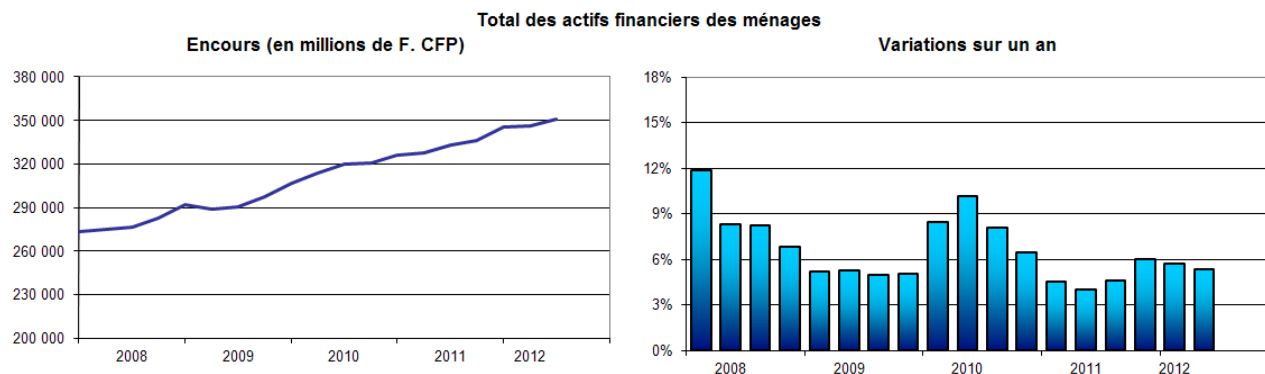
¹ Etablissements adhérents à la Fédération Bancaire Française



Légère amélioration de la collecte auprès des ménages mais baisse significative auprès des entreprises au deuxième trimestre

Au 2^{ème} trimestre, l'activité de collecte des établissements locaux auprès des ménages est en amélioration, avec une légère progression des actifs (+ 1,3 %). L'encours des dépôts à vue augmente de 1,2 % alors que les placements à court¹ et à long terme² progressent respectivement de + 2,2 % et + 0,3 %.

Sur douze mois, les ménages affichent une augmentation de 5,4 % de leurs actifs financiers, avec une progression significative de l'encours des dépôts à vue et de l'épargne à court terme (respectivement + 7,0 % et + 7,1 % dont + 4,2 % pour l'encours des livrets ordinaires). Les placements à long terme s'accroissent quant à eux plus modérément (+ 1,9 %). L'encours des placements indexés sur les taux du marché (+ 10,0 % sur un an) est soutenu par la bonne performance de l'encours des comptes à terme (+ 14,9 % sur un an) dont la rémunération reste très attractive sur le territoire. L'encours des livrets A et bleus continue de progresser (+14,7 % en glissement annuel) bénéficiant du relèvement du taux de rémunération, de 2 % à 2,25 %, depuis le 1^{er} août 2011.



L'activité de collecte des établissements locaux auprès des entreprises est en revanche mal orientée sur le trimestre (- 5,7 % pour les actifs financiers), sous l'effet conjoint d'une baisse des dépôts à vue (- 3,6 %) et des encours des comptes à terme (- 8,8 %). A l'inverse des cinq dernières années, les actifs financiers des entreprises ressortent en baisse de 2,0 % en glissement annuel, avec un encours des comptes à terme qui diminuent de 16,1 %. Les dépôts à vue progressent quant à eux de 10,4 % sur un an.

La masse monétaire diminue sur le trimestre. Parallèlement, le solde emplois-ressources des établissements locaux se détériore

La masse monétaire (M3) diminue de 1,2 % au second trimestre, en liaison notamment avec la baisse des dépôts à vue (- 3,0 %). Sur un an, la croissance de M3 ressort à + 2,9 %, contre + 5,8 % un an auparavant.

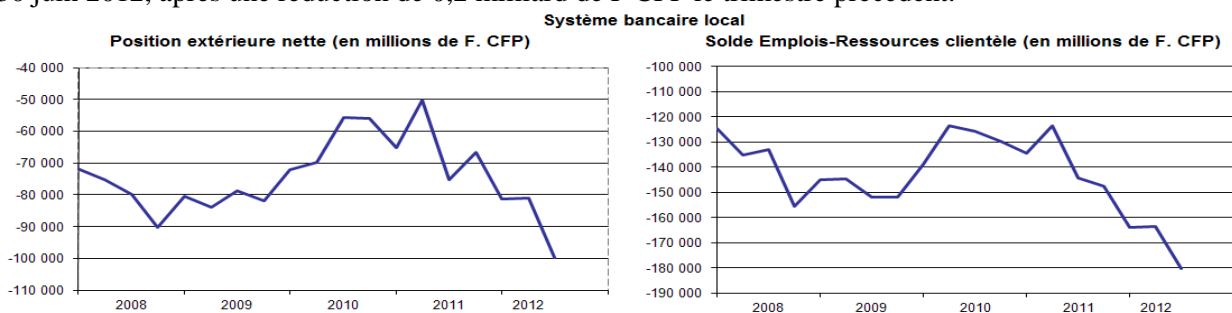
Le système bancaire local affiche une détérioration de son solde emplois-ressources clientèle, de 16,8 milliards de F CFP, en rapport avec une diminution de la collecte associée à une progression du financement sur le trimestre (- 1,7 % contre + 1,3 %). Parallèlement, le solde de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négatif en

¹ Comptes sur livrets, comptes à terme, OPCVM monétaires, etc.

² PEL, OPCVM non monétaires, contrats d'assurance-vie, etc.

Conjoncture financière et bancaire

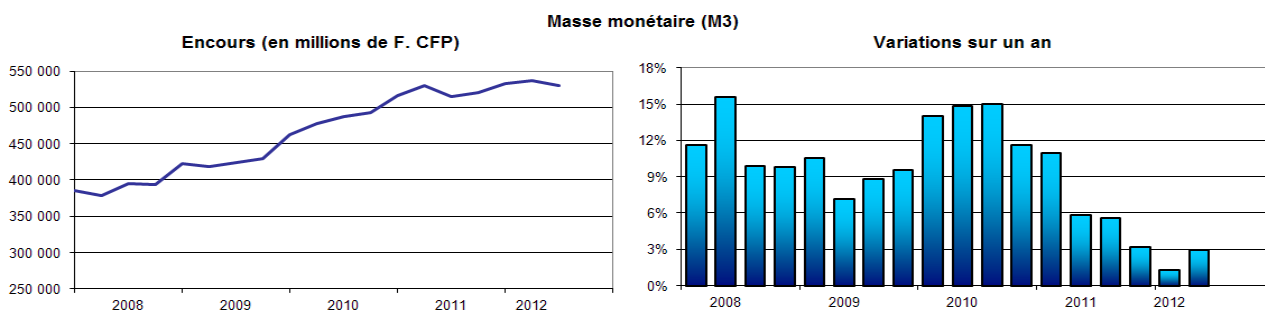
Nouvelle-Calédonie, augmente de 18,9 milliards de F CFP, pour se stabiliser à - 99,9 milliards de F CFP au 30 juin 2012, après une réduction de 0,2 milliard de F CFP le trimestre précédent.



2. La masse monétaire et ses contreparties

2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	11 765	11 919	12 311	13 269	14 070	14 553	15 931	15 070	15 620	3,6%	11,0%
<i>Billets</i>	10 438	10 516	10 806	11 710	12 448	12 899	14 233	13 365	13 896	4,0%	11,6%
<i>Pièces</i>	1 327	1 403	1 505	1 559	1 622	1 654	1 698	1 705	1 724	1,1%	6,3%
Dépôts à vue	158 420	179 428	180 569	208 639	221 270	229 275	246 501	238 603	231 457	-3,0%	4,6%
TOTAL M1	170 185	191 347	192 880	221 908	235 340	243 828	262 432	253 673	247 077	-2,6%	5,0%
M2-M1	66 221	71 249	84 575	91 495	97 525	99 796	99 559	101 317	101 619	0,3%	4,2%
Comptes sur livrets	65 452	70 526	83 876	90 813	96 867	99 158	98 942	100 705	101 002	0,3%	4,3%
Comptes épargne logement	769	723	699	682	658	638	617	612	617	0,8%	-6,2%
TOTAL M2	236 406	262 596	277 455	313 403	332 865	343 624	361 991	354 990	348 696	-1,8%	4,8%
M3-M2	105 841	133 090	146 527	173 423	182 312	177 216	171 444	181 854	181 501	-0,2%	-0,4%
Dépôts à terme	105 136	132 456	145 964	173 264	182 176	177 080	171 308	180 858	180 267	-0,3%	-1,0%
Bons de caisse	705	634	563	159	136	136	136	41	41	0,0%	-69,9%
Total M3	342 247	395 686	423 982	486 826	515 177	520 840	533 435	536 844	530 197	-1,2%	2,9%
P1	5 565	4 854	4 215	4 132	3 991	3 899	3 883	3 858	3 839	-0,5%	-3,8%
Plans d'épargne logement	5 514	4 794	4 148	4 056	3 889	3 798	3 785	3 769	3 688	-2,1%	-5,2%
Autres compte d'épargne à régime spécial	51	60	67	76	102	101	98	89	151	69,7%	48,0%
M3+P1	347 812	400 540	428 197	490 958	519 168	524 739	537 318	540 702	534 036	-1,2%	2,9%

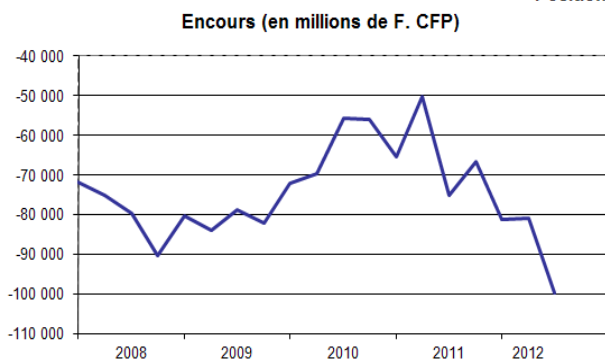


2.2 Les contreparties de la masse monétaire

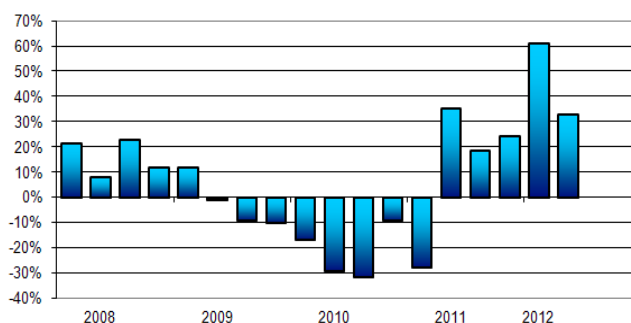
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	89 479	101 635	96 590	121 723	96 190	106 539	103 590	102 274	89 786	-12,2%	-6,7%
Institut d'émission	22 149	24 632	25 541	37 528	31 293	30 718	36 986	35 182	32 972	-6,3%	5,4%
Etablissements de crédit	67 330	77 003	71 049	84 195	64 897	75 821	66 604	67 092	56 814	-15,3%	-12,5%
Créances du Trésor public	13 653	14 346	15 973	16 607	17 401	17 856	18 255	18 234	19 331	6,0%	11,1%
Concours sur ressources monétaires	239 115	279 705	311 419	348 496	401 586	396 445	411 590	416 336	421 080	1,1%	4,9%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	443 768	502 912	546 721	581 133	625 436	633 145	658 978	663 633	672 021	1,3%	7,4%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	204 653	223 207	235 302	232 637	223 850	236 700	247 388	247 297	250 941	1,5%	12,1%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	41 680	47 688	49 779	52 013	53 561	53 288	52 735	52 399	57 094	9,0%	6,6%
Provisions sur créances douteuses	10 067	10 120	9 910	10 592	11 135	11 280	11 346	11 605	11 893	2,5%	6,8%
Engagements hors zone d'émission	141 280	156 851	149 922	139 770	140 125	142 349	147 833	148 125	156 699	5,8%	11,8%
Épargne contractuelle	5 565	4 854	4 215	4 132	3 991	3 899	3 883	3 857	3 839	-0,5%	-3,8%
Divers	6 061	3 694	21 476	26 130	15 038	25 884	31 591	31 311	21 416	-31,6%	42,4%
Total M3	342 247	395 686	423 982	486 826	515 177	520 840	533 435	536 844	530 197	-1,2%	2,9%
Position extérieure nette	-73 950	-79 848	-78 873	-55 575	-75 228	-66 528	-81 229	-81 033	-99 885	23,3%	32,8%

Conjoncture financière et bancaire

Position extérieure nette



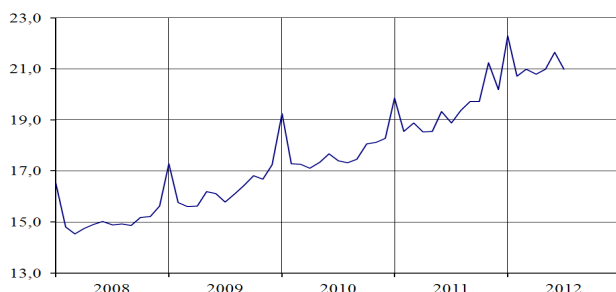
Variations sur un an



2.3 La circulation fiduciaire

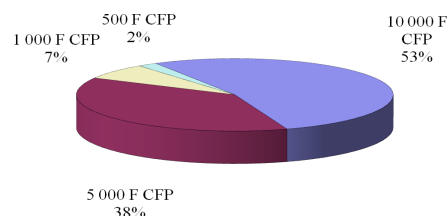
Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin juin 2012

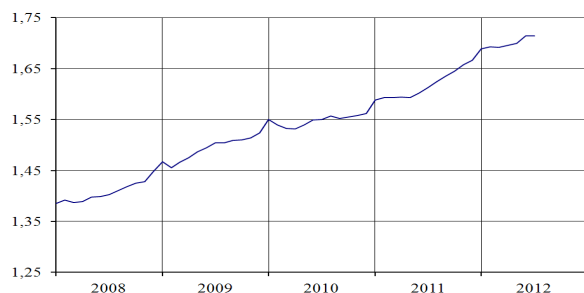


Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
En nombre	3 727 179	3 825 558	3 949 919	4 117 007	4 426 910	4 632 790	5 318 342	4 891 599	5 084 218	3,9%	14,8%
10 000 F CFP	629 225	704 594	764 680	877 061	959 921	1 007 194	1 117 653	1 082 457	1 107 114	2,3%	15,3%
5 000 F CFP	1 220 072	1 284 175	1 341 974	1 444 614	1 542 792	1 604 663	1 833 294	1 644 177	1 593 957	-3,1%	3,3%
1 000 F CFP	1 007 091	1 003 339	1 021 392	1 027 125	1 193 062	1 215 657	1 530 311	1 324 587	1 496 280	13,0%	25,4%
500 F CFP	870 791	833 450	821 873	768 207	731 135	805 276	837 084	840 378	886 867	5,5%	21,3%
En millions de F CFP	13 835	14 887	15 789	17 405	18 872	19 714	22 292	20 790	20 981	0,9%	11,2%
10 000 F CFP	6 292	7 046	7 647	8 771	9 599	10 072	11 177	10 825	11 071	2,3%	15,3%
5 000 F CFP	6 100	6 421	6 710	7 223	7 714	8 023	9 167	8 221	7 970	-3,1%	3,3%
1 000 F CFP	1 007	1 003	1 021	1 027	1 193	1 216	1 530	1 325	1 496	13,0%	25,4%
500 F CFP	435	417	411	384	366	403	419	420	443	5,5%	21,3%

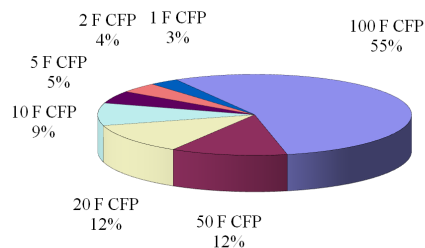
Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

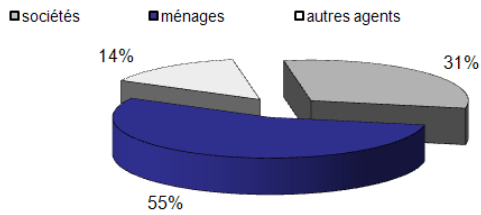
Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin juin 2012



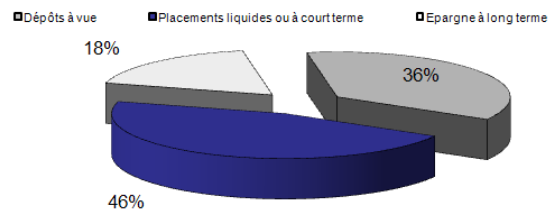
Source : IEOM

Conjoncture financière et bancaire

Répartition des actifs financiers par agent économique
juin 2012

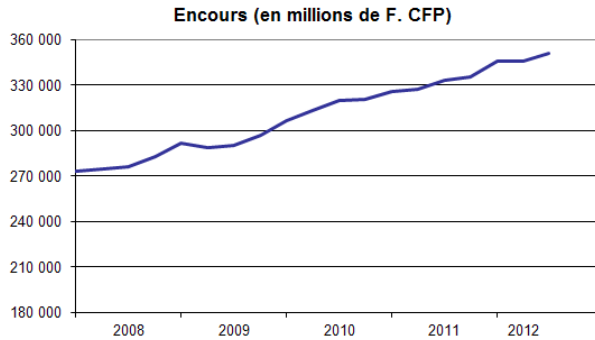


Répartition des actifs financiers par nature
juin 2012

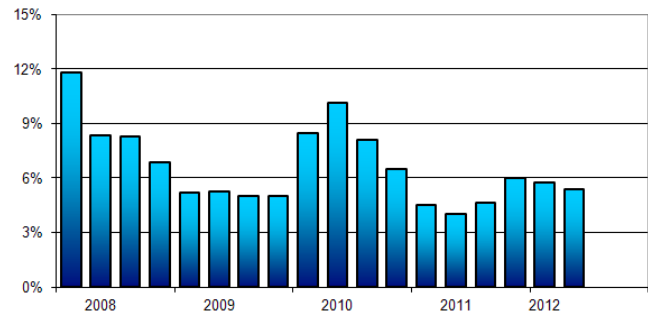


Les avoirs des ménages

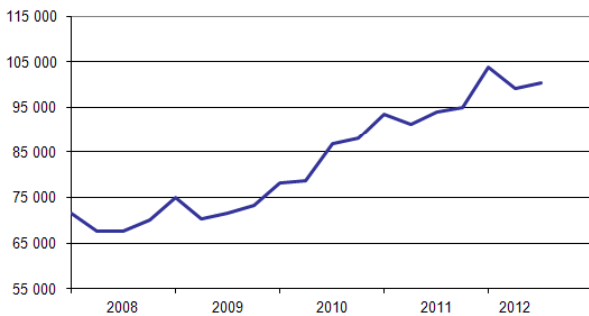
Total des actifs financiers des ménages



Variations sur un an

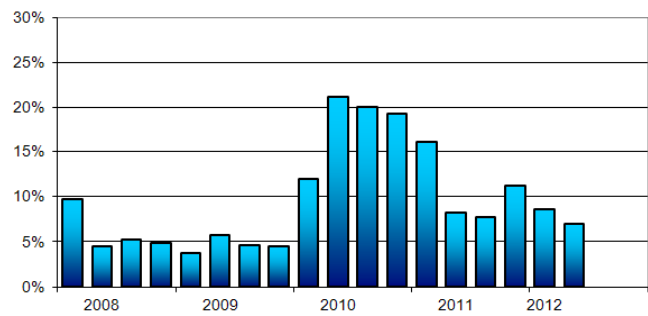


Encours (en millions de F. CFP)

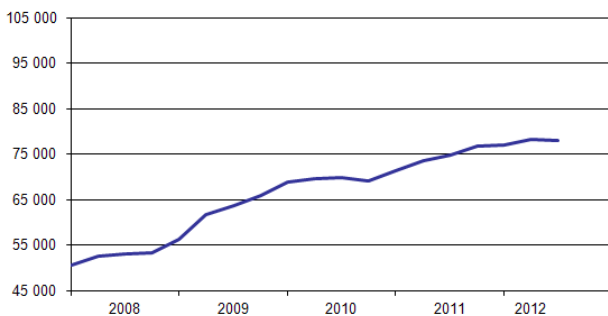


Dépôts à vue

Variations sur un an

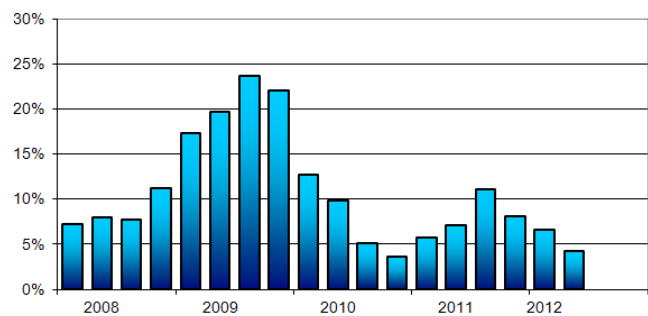


Encours (en millions de F. CFP)



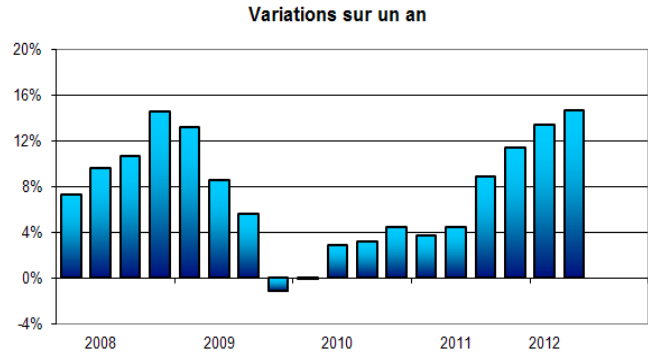
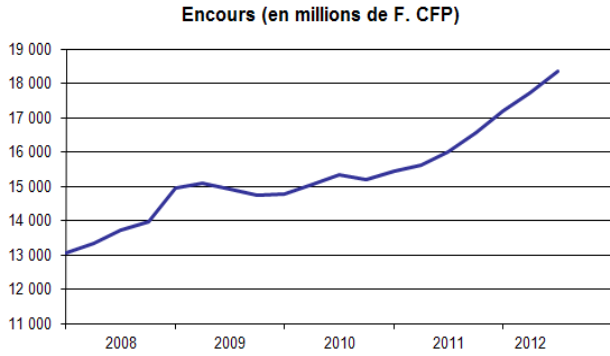
Livrets ordinaires

Variations sur un an

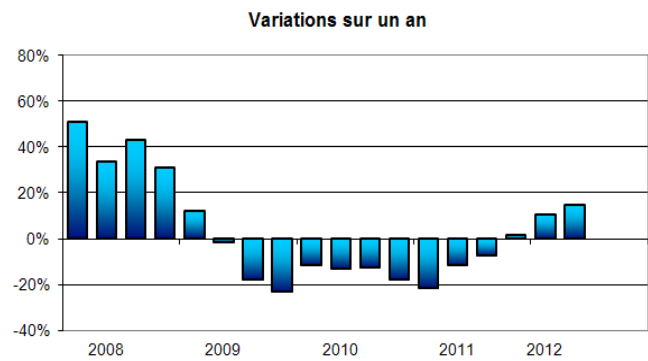
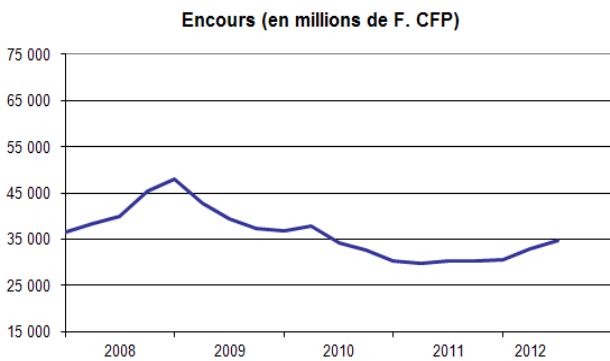


Conjoncture financière et bancaire

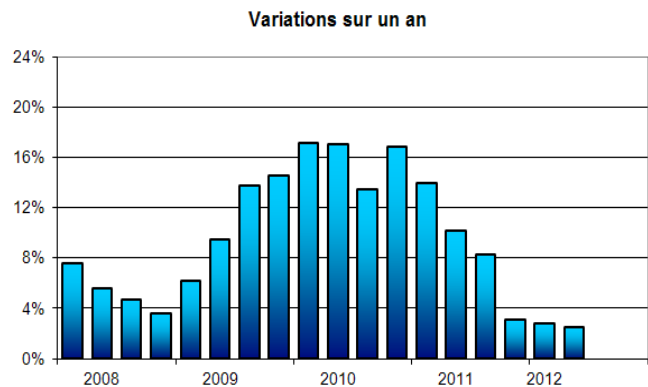
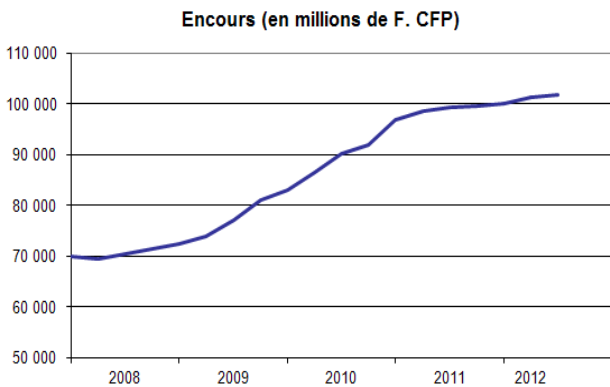
Livrets A



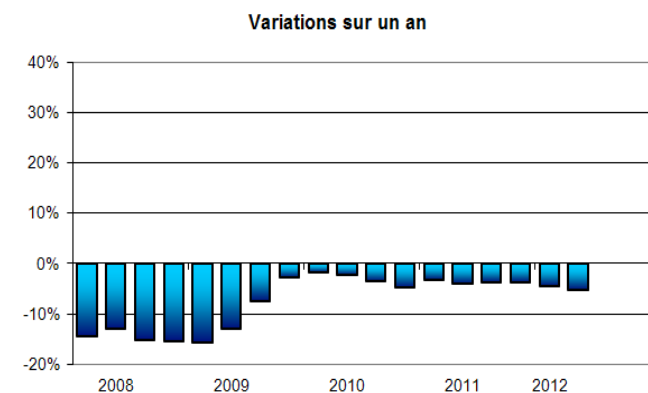
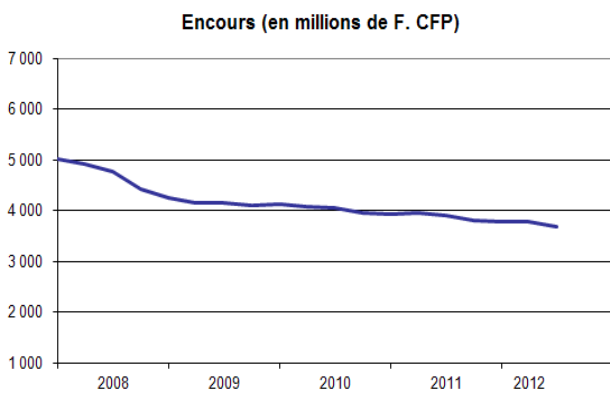
Dépôts à terme



Contrats d'assurance-vie



Plans d'épargne logement

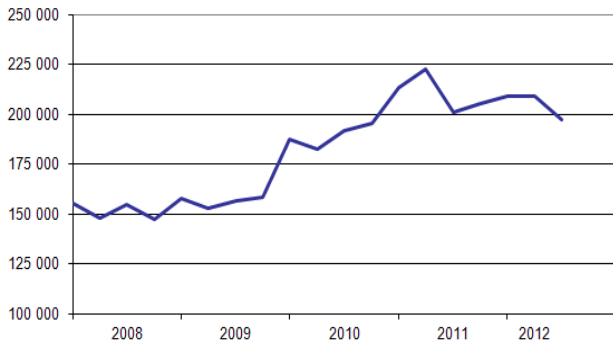


Conjoncture financière et bancaire

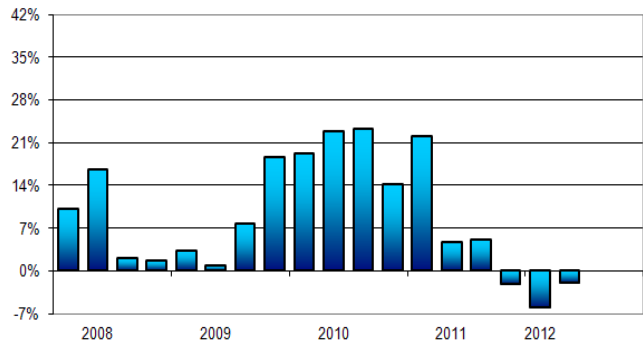
Les avoirs des sociétés

Total des actifs financiers

Encours (en millions de F. CFP)

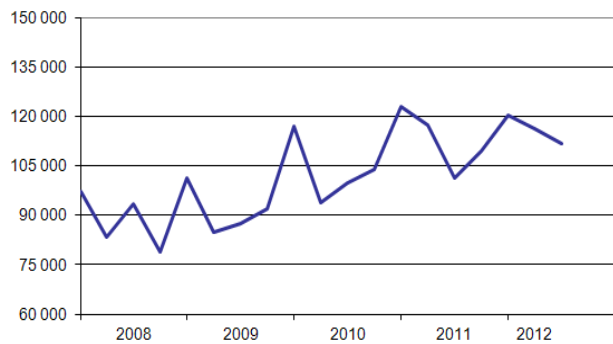


Variations sur un an

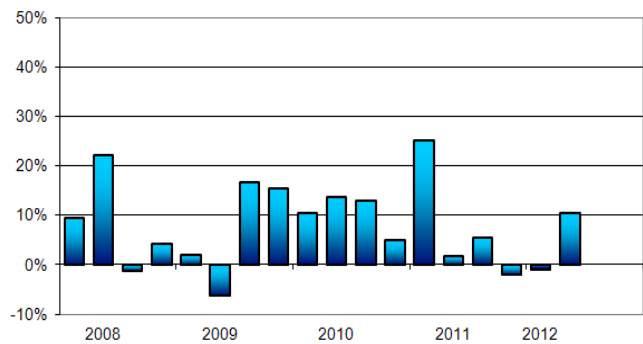


Dépôts à vue

Encours (en millions de F. CFP)

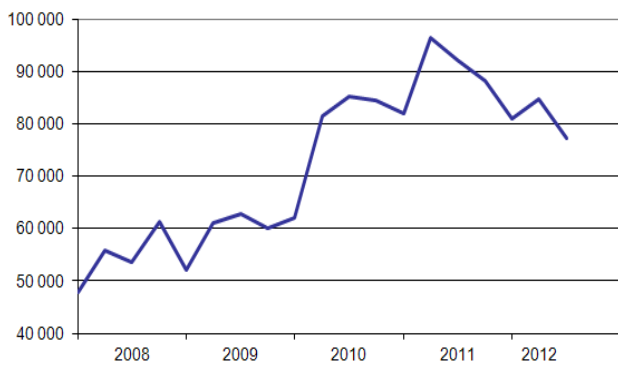


Variations sur un an

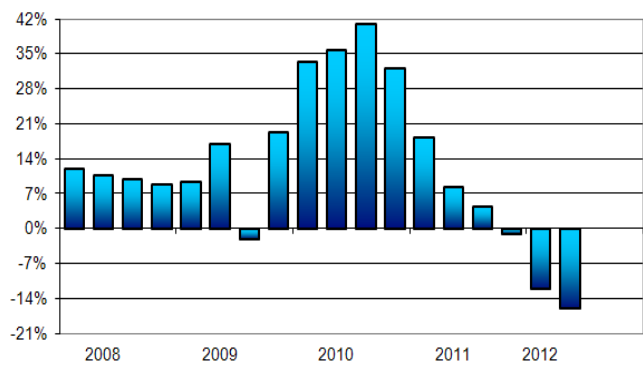


Dépôts à terme

Encours (en millions de F. CFP)



Variations sur un an



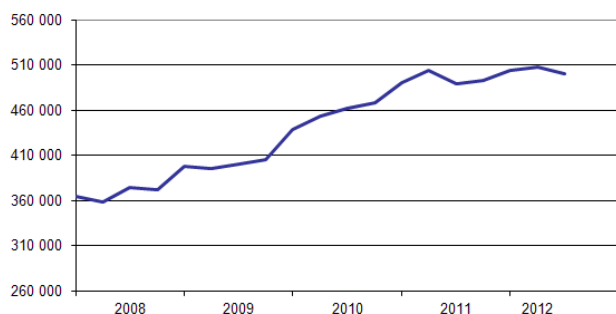
Conjoncture financière et bancaire

3.2 Les actifs par nature

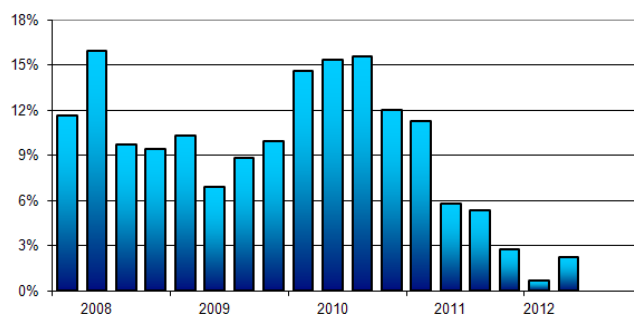
Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	323 112	374 639	400 562	461 942	488 687	493 300	503 919	507 610	499 693	-1,6%	2,3%	
Dépôts à vue	158 420	179 428	180 569	208 639	221 270	229 275	246 501	238 603	231 457	-3,0%	4,6%	
Comptes d'épargne à régime spécial	58 851	62 121	73 466	79 880	85 105	86 809	85 974	87 153	86 735	-0,5%	1,9%	
Livrets ordinaires	52 269	56 265	68 257	74 739	80 077	81 898	81 062	82 277	81 875	-0,5%	2,2%	
Livrets jeunes	248	279	295	327	379	374	412	406	404	-0,5%	6,6%	
Comptes d'épargne logement	769	723	699	682	658	638	617	612	617	0,8%	-6,2%	
Plans d'épargne logement	5 514	4 794	4 148	4 056	3 889	3 798	3 785	3 769	3 688	-2,1%	-5,2%	
Autres comptes d'épargne	51	60	67	76	102	101	98	89	151	69,7%	48,0%	
Dépôts à terme	105 136	132 456	145 964	173 264	182 176	177 080	171 308	180 858	180 267	-0,3%	-1,0%	
Bons de caisse	705	634	563	159	136	136	136	41	41	0,0%	-69,9%	
Epargne HZE	112 463	117 465	116 986	131 971	137 321	137 161	137 688	139 073	140 558	1,1%	2,4%	
Livrets A et livrets ordinaires	12 935	13 982	15 324	15 748	16 411	16 885	17 467	18 019	18 721	3,9%	14,1%	
Actions	5 017	3 522	2 980	3 360	3 175	2 824	2 718	2 824	2 781	-1,5%	-12,4%	
Obligations	90	78	648	915	1 017	1 111	1 269	1 420	1 396	-1,7%	37,3%	
OPCVM monétaires	18 724	24 110	16 881	16 852	12 237	11 845	11 405	10 625	10 967	3,2%	-10,4%	
OPCVM non monétaires	9 010	5 335	4 024	4 862	5 100	4 849	4 839	4 915	4 874	-0,8%	-4,4%	
Contrats d'assurance-vie	66 687	70 438	77 129	90 234	99 381	99 647	99 990	101 270	101 819	0,5%	2,5%	
TOTAL	435 575	492 104	517 548	593 913	626 008	630 461	641 607	646 683	640 251	-1,0%	2,3%	

Dépôts locaux

Encours (en millions de F. CFP)

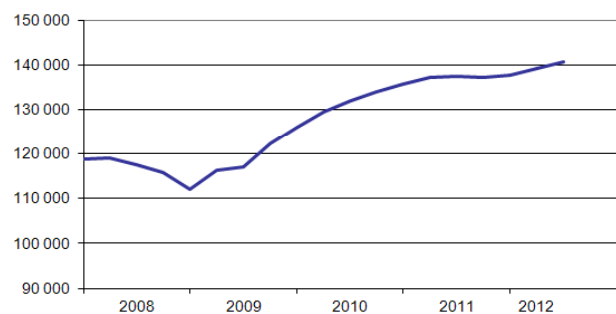


Variations sur un an

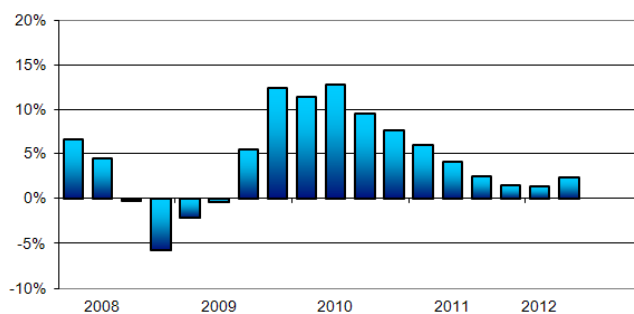


Epargne HZE

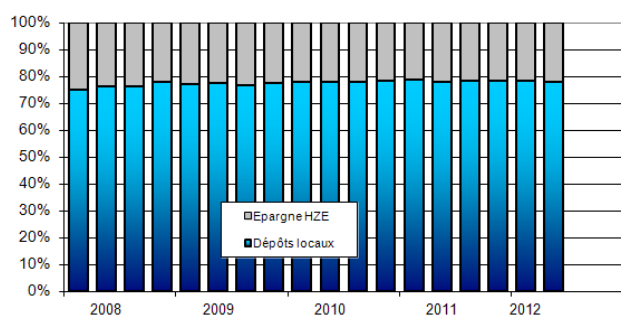
Encours (en millions de F. CFP)



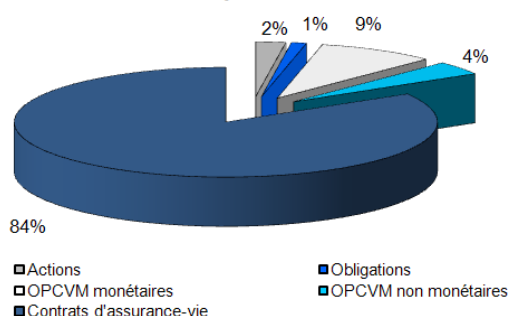
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE juin 2012



4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

La série des encours de crédit présente plusieurs ruptures de séries.

A compter de l'arrêté du 30 juin 2007, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

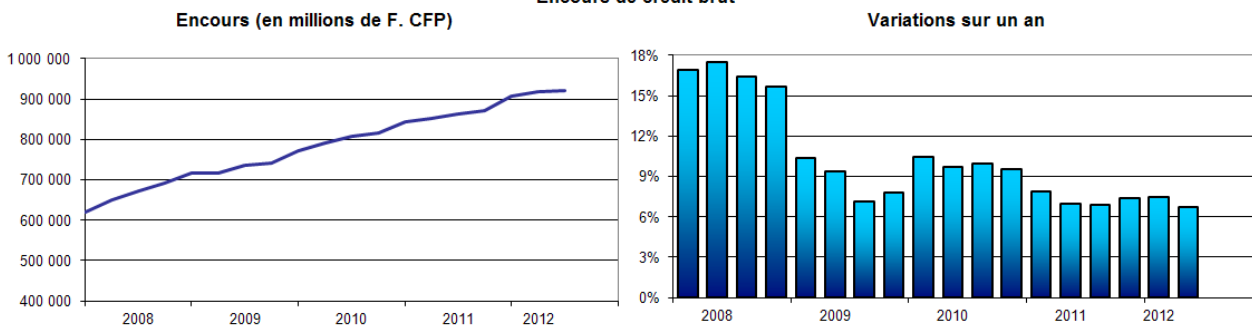
A compter de 2010, un établissement de crédit de la place a procédé, au cours du premier trimestre de l'année, à un reclassement comptable important (transfert d'une grande partie des crédits d'exploitation vers les crédits d'investissement) puis, à compter de l'arrêté de juin 2010, l'application du nouveau système de reporting des établissements de crédit (SURFI - Système Unifié de Reporting Financier) a induit, pour un autre établissement de crédit local, une révision du périmètre de l'activité des entrepreneurs individuels.

4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

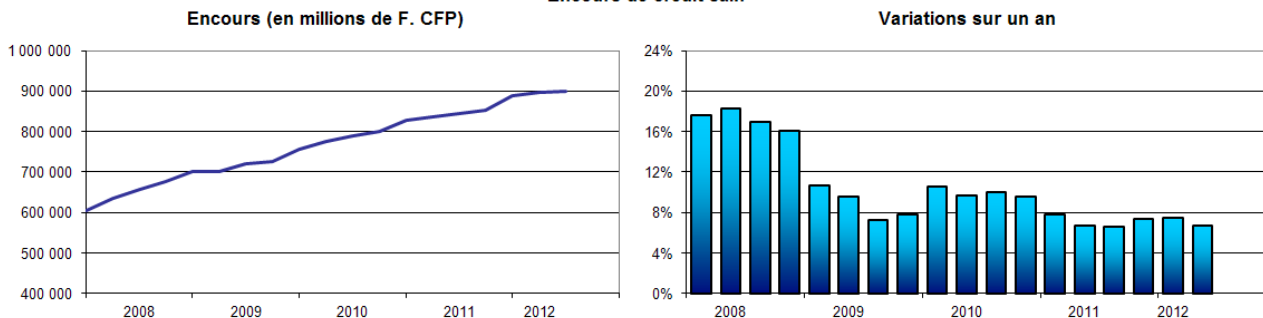
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Entreprises	253 266	324 058	363 987	388 970	409 560	411 993	426 094	430 054	435 711	1,3%	6,4%
Crédits d'exploitation	70 016	75 603	79 502	70 924	77 294	74 862	76 469	81 016	83 247	2,8%	7,7%
Créances commerciales	2 962	3 851	3 688	4 045	3 998	4 424	5 013	5 321	5 176	-2,7%	29,5%
Crédits de trésorerie	38 717	44 854	43 700	39 540	40 843	41 632	41 332	40 086	40 693	1,5%	-0,4%
dont entrepreneurs individuels	1 539	1 401	1 447	1 509	1 313	1 490	1 389	1 437	1 357	-5,6%	3,4%
Comptes ordinaires débiteurs	28 338	26 897	32 114	27 339	32 453	28 806	30 124	35 609	37 379	5,0%	15,2%
Crédits d'investissement	129 988	179 634	201 333	212 095	218 507	221 479	227 190	227 076	230 640	1,6%	5,6%
Crédits à l'équipement	119 539	169 274	191 763	203 015	209 850	212 504	218 029	217 994	221 379	1,6%	5,5%
dont entrepreneurs individuels	6 885	8 009	8 346	8 904	9 168	9 199	9 275	9 268	8 929	-3,7%	-2,6%
Crédit-bail	10 449	10 360	9 570	9 079	8 657	8 974	9 161	9 082	9 262	2,0%	7,0%
Crédits à la construction	47 706	62 258	76 227	96 750	101 256	103 290	109 372	109 043	109 046	0,0%	7,7%
Autres crédits	5 556	6 563	6 925	9 201	12 503	12 362	13 063	12 919	12 778	-1,1%	2,2%
Ménages	257 159	288 032	312 299	343 804	371 958	379 327	390 943	392 568	395 785	0,8%	6,4%
Crédits à la consommation	57 818	61 611	64 062	67 030	69 362	71 197	71 926	71 520	72 136	0,9%	4,0%
Crédits de trésorerie	42 261	45 353	48 401	51 361	54 271	56 450	57 962	57 478	58 128	1,1%	7,1%
Comptes ordinaires débiteurs	3 083	3 100	3 091	3 889	4 387	4 355	3 834	4 076	4 124	1,2%	-6,0%
Crédit-bail	12 475	13 158	12 570	11 780	10 703	10 392	10 130	9 967	9 883	-0,8%	-7,7%
Crédits à l'habitat	198 307	224 919	247 092	273 646	297 651	302 839	313 576	314 870	317 881	1,0%	6,8%
Autres crédits	1 034	1 502	1 145	3 128	4 945	5 291	5 441	6 178	5 768	-6,6%	16,6%
Collectivités locales	35 151	37 770	34 733	46 590	47 886	48 003	56 975	60 356	54 133	-10,3%	13,0%
Crédits d'exploitation	2 273	4 779	2 827	4 170	3 312	3 573	5 147	3 445	1 255	-63,6%	-62,1%
Crédits de trésorerie	2 208	4 695	2 628	3 181	1 978	2 439	4 232	1 944	606	-68,8%	-69,4%
Comptes ordinaires débiteurs	65	84	198	989	1 334	1 133	914	1 501	648	-56,8%	-51,4%
Crédits d'investissement	31 755	32 015	31 086	41 701	43 897	43 764	51 644	56 729	52 713	-7,1%	20,1%
Crédits à l'équipement	31 737	31 958	31 012	41 665	43 723	43 598	51 481	56 578	52 539	-7,1%	20,2%
Crédit-bail	19	57	74	36	174	166	163	150	174	16,0%	-
Crédits à l'habitat	597	516	436	377	344	333	5	5	0	n.s.	n.s.
Autres crédits	526	460	384	342	333	333	179	177	165	-6,8%	-50,5%
Autres agents de CCB non ventilés	10 620	7 829	9 615	11 228	14 331	13 067	15 438	15 272	14 771	-3,3%	3,1%
Total encours sain	556 196	657 689	720 634	790 592	843 735	852 390	889 450	898 250	900 400	0,2%	6,7%
Créances douteuses brutes	16 074	14 757	14 609	15 898	18 768	19 237	18 138	18 922	19 741	4,3%	5,2%
Créances douteuses nettes	6 007	4 637	4 699	5 306	7 633	7 957	6 792	7 316	7 848	7,3%	2,8%
dont entreprises	3 869	2 824	2 766	2 907	3 843	4 299	3 761	4 016	4 497	12,0%	17,0%
dont ménages	2 017	1 757	1 865	2 399	2 741	2 595	2 882	3 178	3 229	1,6%	17,8%
Provisions	10 067	10 120	9 910	10 592	11 135	11 280	11 346	11 606	11 893	2,5%	6,8%
Total encours brut	572 270	672 446	735 243	806 490	862 503	871 627	907 588	917 172	920 141	0,3%	6,7%
Taux de créances douteuses	2,8%	2,2%	2,0%	2,0%	2,2%	2,2%	2,0%	2,1%	2,1%	0,1 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	62,6%	68,6%	67,8%	66,6%	59,3%	58,6%	62,6%	61,3%	60,2%	-1,1 pt	0,9 pt

Conjoncture financière et bancaire

Encours de crédit brut

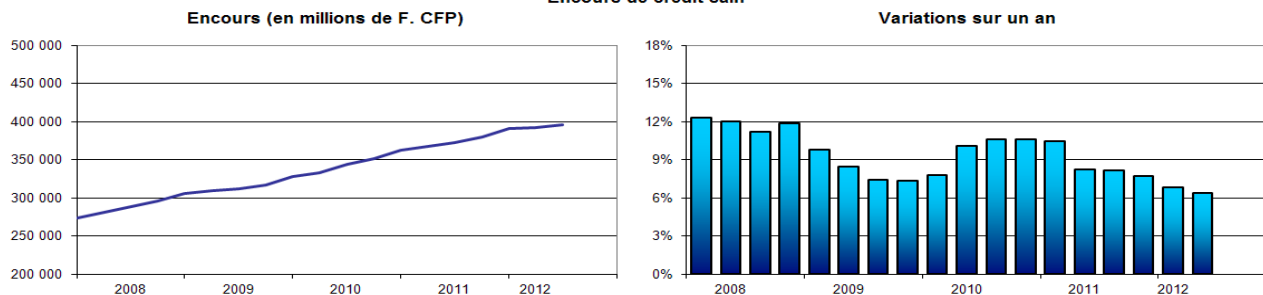


Encours de crédit sain

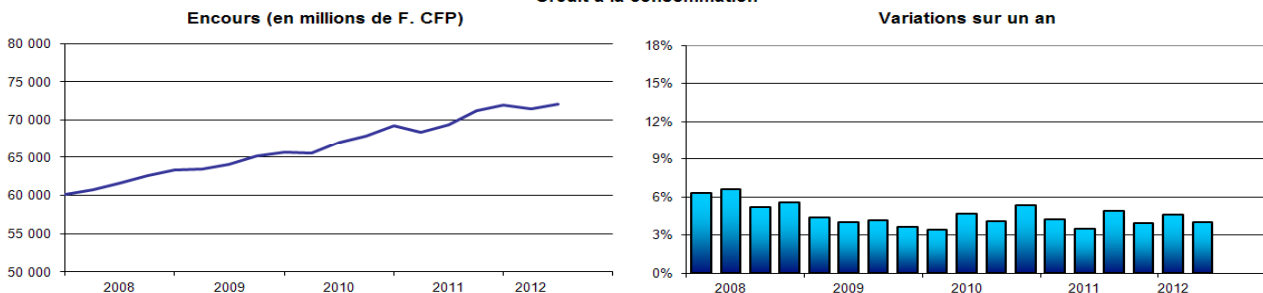


L'endettement des ménages

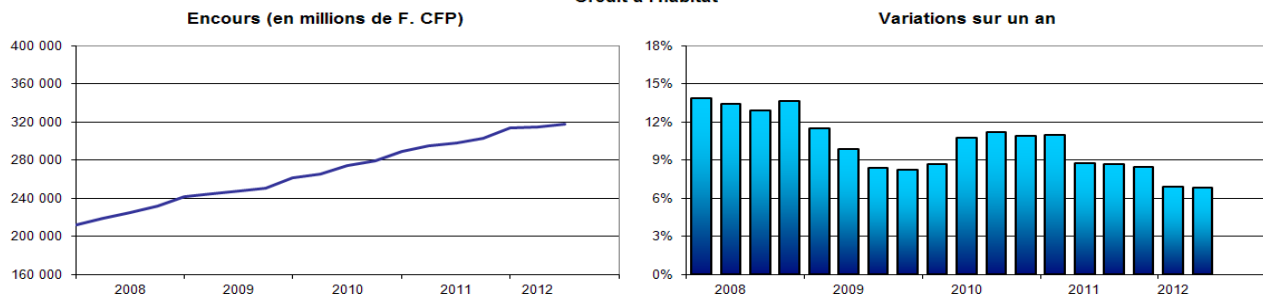
Encours de crédit sain



Crédit à la consommation

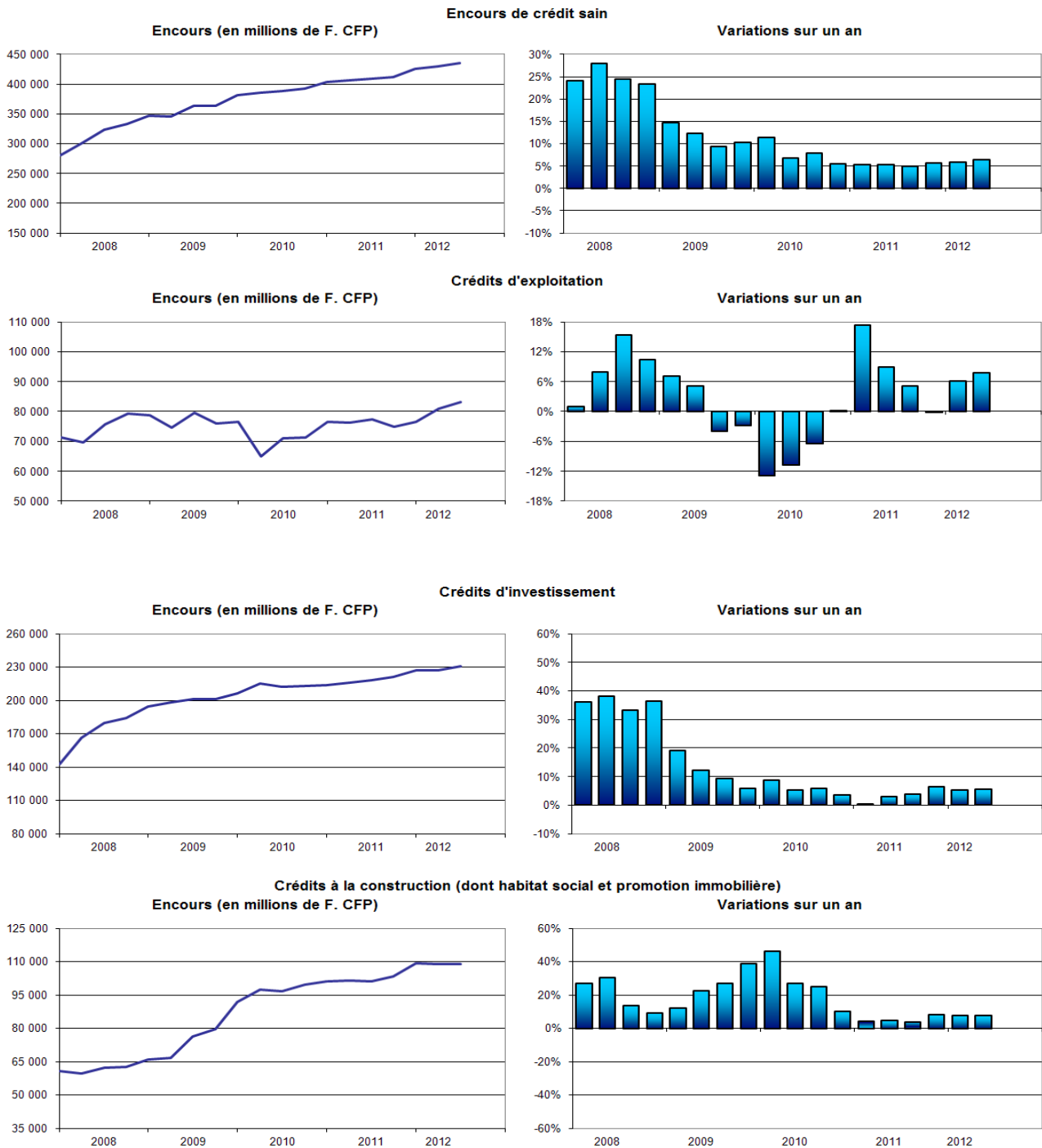


Crédit à l'habitat



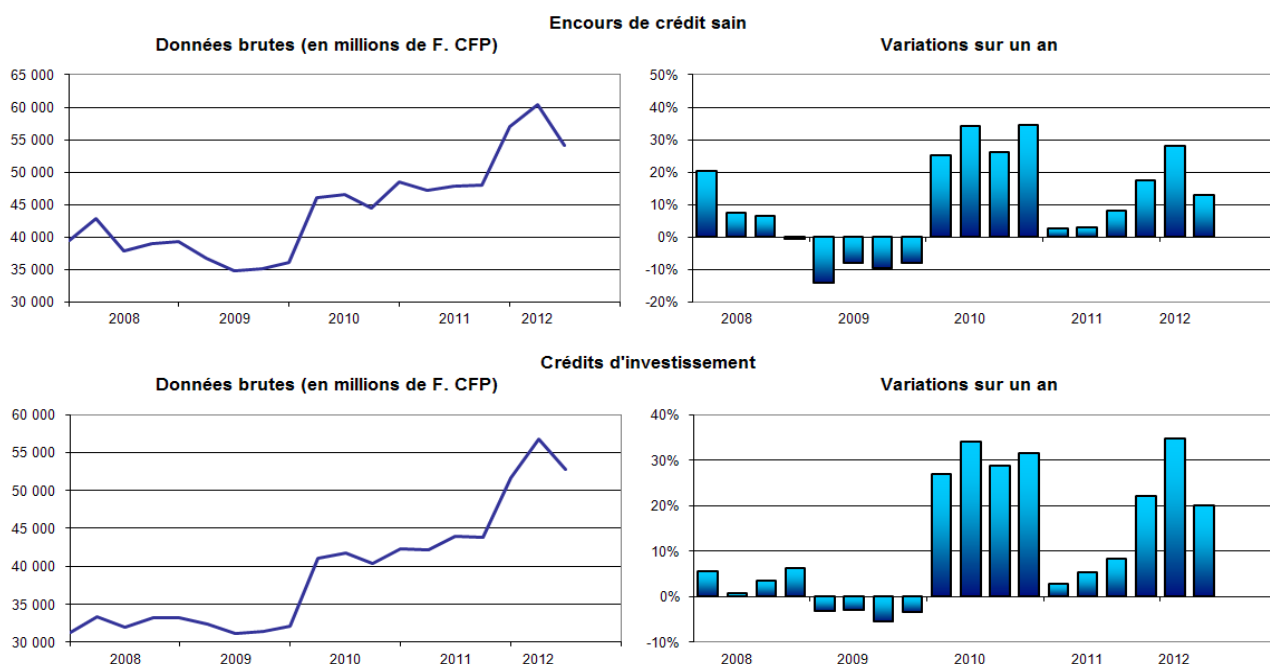
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises



Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des collectivités locales



4.2 Les passifs des établissements locaux

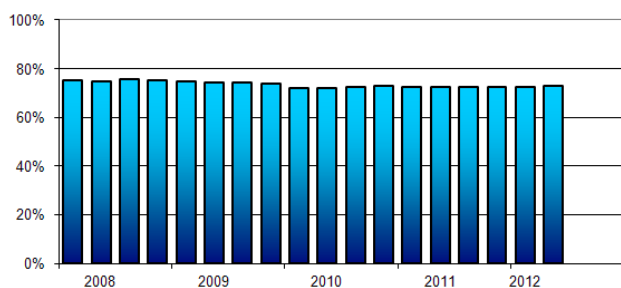
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an
Entreprises	205 923	241 457	265 960	271 082	287 667	289 041	297 824	301 577	306 872	1,8%	6,7%
Crédits d'exploitation	69 752	75 588	79 502	70 923	77 294	74 862	76 400	80 947	83 015	2,6%	7,4%
<i>Créances commerciales</i>	2 962	3 851	3 688	4 045	3 998	4 424	5 013	5 321	5 176	-2,7%	29,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	38 717	44 839	43 700	39 540	40 843	41 632	41 332	40 086	40 461	0,9%	-0,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	1 539	1 401	1 447	1 509	1 313	1 490	1 389	1 437	1 357	-5,6%	3,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	28 074	26 897	32 114	27 338	32 453	28 806	30 055	35 540	37 379	5,2%	15,2%
Crédits d'investissement	103 132	125 673	142 427	153 521	160 138	163 351	168 179	168 065	170 603	1,5%	6,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	92 786	115 380	132 910	144 537	151 580	154 469	159 100	159 065	161 407	1,5%	6,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	6 881	7 918	8 229	8 822	9 076	9 109	9 186	9 179	8 929	-2,7%	-1,6%
<i>Crédit-bail</i>	10 346	10 293	9 517	8 983	8 558	8 881	9 079	9 000	9 196	2,2%	7,5%
Crédits à la construction	27 712	34 324	37 677	37 947	38 242	38 976	40 526	39 990	40 783	2,0%	6,6%
Autres crédits	5 327	5 872	6 354	8 691	11 993	11 852	12 719	12 575	12 471	-0,8%	4,0%
Ménages	208 804	232 443	252 060	277 208	298 606	304 787	316 982	319 288	322 841	1,1%	8,1%
Crédits à la consommation	51 524	54 100	55 324	57 176	59 122	61 069	61 914	61 616	62 270	1,1%	5,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	35 967	37 842	39 663	41 507	44 031	46 322	47 950	47 574	48 262	1,4%	9,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 083	3 100	3 091	3 889	4 387	4 355	3 834	4 076	4 124	1,2%	-6,0%
<i>Crédit-bail</i>	12 475	13 158	12 570	11 780	10 703	10 392	10 130	9 967	9 883	-0,8%	-7,7%
Crédits à l'habitat	156 246	176 841	195 591	216 904	234 651	238 513	249 711	251 577	254 803	1,3%	8,6%
Autres crédits	1 034	1 502	1 145	3 128	4 833	5 205	5 357	6 095	5 768	-5,4%	19,3%
Collectivités locales	4 593	7 328	5 397	7 596	8 984	9 429	11 884	10 242	8 802	-14,1%	-2,0%
Crédits d'exploitation	2 259	4 779	2 824	4 170	3 312	3 573	5 147	3 445	1 255	-63,6%	-62,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 208	4 695	2 628	3 181	1 978	2 439	4 232	1 944	606	-68,8%	-69,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	51	84	195	989	1 334	1 133	914	1 501	648	-56,8%	-51,4%
Crédits d'investissement	1 900	2 154	2 217	3 107	5 389	5 581	6 737	6 797	7 547	11,0%	40,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 882	2 097	2 143	3 071	5 215	5 415	6 574	6 646	7 373	10,9%	41,4%
<i>Crédit-bail</i>	19	57	74	36	174	166	163	150	174	16,0%	-
Crédits à l'habitat	434	394	356	319	283	275	0	0	0	n.s.	n.s.
Autres agents de CCB non ventilés	9 030	7 555	9 392	10 120	13 227	12 512	15 136	14 656	14 514	-1,0%	9,7%
Total encours sain	428 350	488 783	532 809	566 006	608 484	615 769	641 826	645 763	653 029	1,1%	7,3%
Créances douteuses brutes	15 418	14 129	13 912	15 127	16 952	17 376	17 152	17 870	18 992	6,3%	12,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 351	4 009	4 002	4 535	5 817	6 096	5 806	6 265	7 099	13,3%	22,0%
<i>dont entreprises</i>	3 540	2 506	2 487	2 652	3 570	4 006	3 459	3 715	4 497	21,0%	26,0%
<i>dont ménages</i>	1 690	1 447	1 446	1 882	2 224	2 076	2 197	2 428	2 480	2,1%	11,5%
<i>Provisions</i>	10 067	10 120	9 910	10 592	11 135	11 280	11 346	11 605	11 893	2,5%	6,8%
Total encours brut	443 768	502 912	546 721	581 133	625 436	633 145	658 978	663 633	672 021	1,3%	7,4%
Taux de créances douteuses	3,5%	2,8%	2,5%	2,6%	2,7%	2,7%	2,6%	2,7%	2,8%	0,1 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	65,3%	71,6%	71,2%	70,0%	65,7%	64,9%	66,1%	64,9%	62,6%	-2,3 pt	-3,1 pt

Conjoncture financière et bancaire

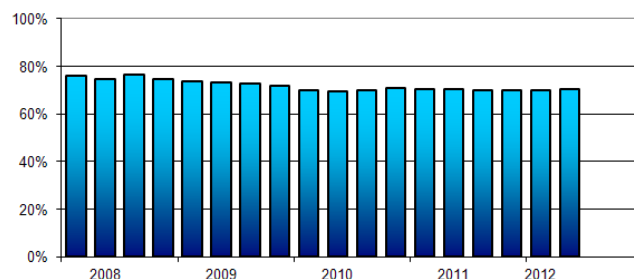
Crédits ZE

Parts de marché des établissements installés localement

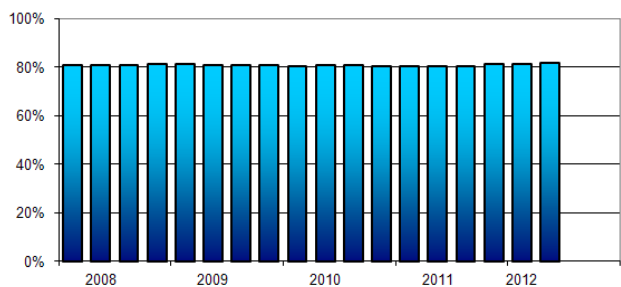
Encours de crédit brut total



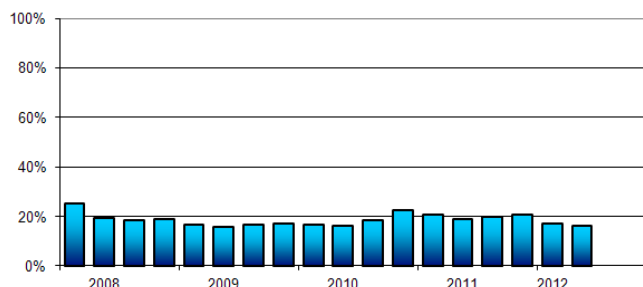
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

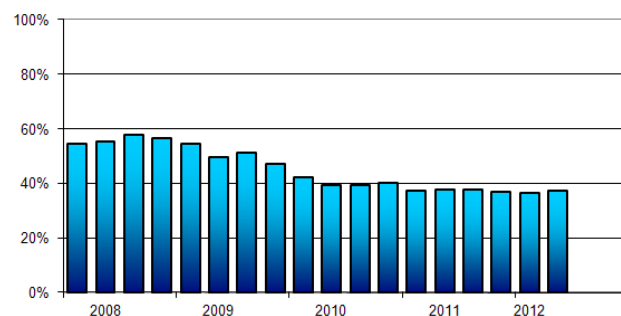


Encours de crédit aux collectivités locales

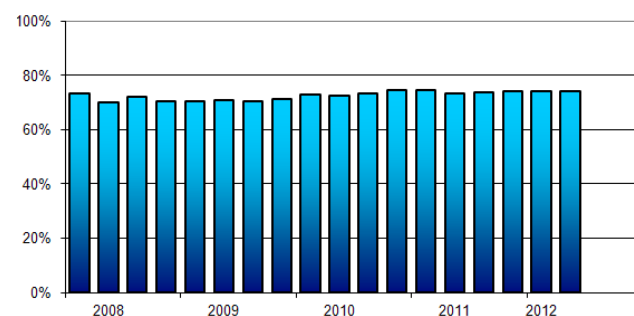


Parts de marché des établissements installés localement

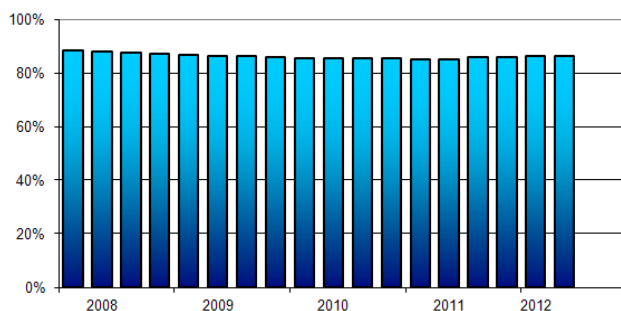
Encours de crédit à la construction des entreprises



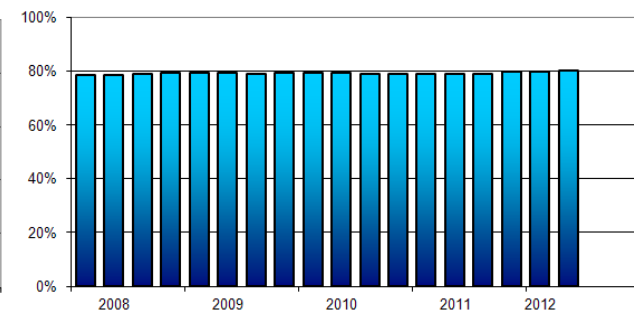
Encours de crédit d'équipement des entreprises



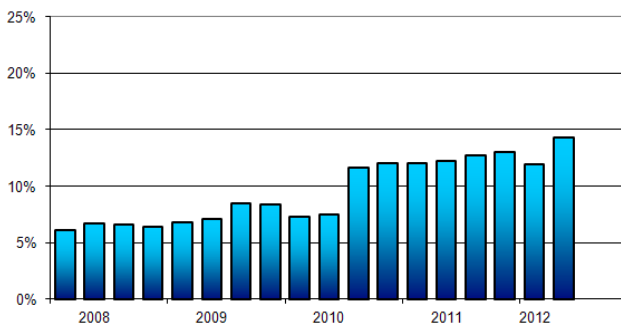
Encours de crédit à la consommation des ménages



Encours de crédit à l'habitat des ménages



Encours de crédit d'investissement des collectivités locales



5. Les engagements bancaires

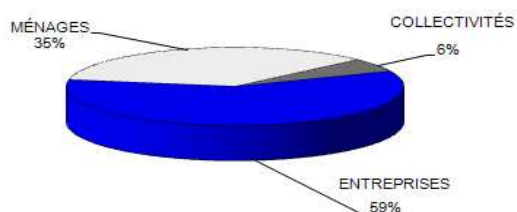
Les données de la Centrale des risques présentent plusieurs ruptures statistiques du fait de la mise en place de la nouvelle nomenclature d'activités (« NAF rév. 2 » ou « NAF 2008 »), qui a induit un processus de révision de la classification de l'ensemble des entreprises du territoire. Ce reclassement progressif, qui a débuté en mai 2010 pour être finalisé le 1er septembre 2010, s'est notamment traduit par un transfert important d'une partie des entreprises auparavant classées dans le secteur des services vers celui du BTP.

Afin de disposer d'éléments d'évolution homogènes, les données présentées ont été retraitées selon la nouvelle nomenclature d'activités mais se limitent aux sept derniers trimestres disponibles.

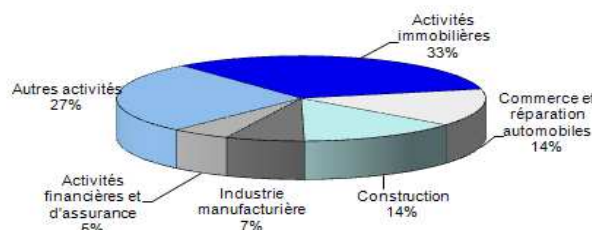
5.1 Les risques sectoriels déclarés au SCR

5.1. LES RISQUES SECTORIELS

Répartition des risques par bénéficiaire au 30 juin 2012

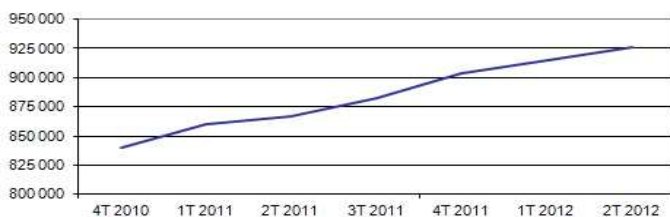


Répartition des risques sur les entreprises au 30 juin 2012

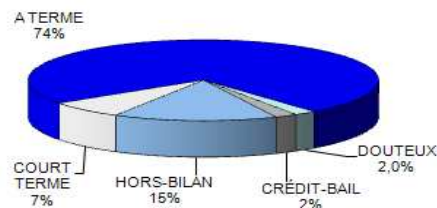


ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours en millions de F CFP

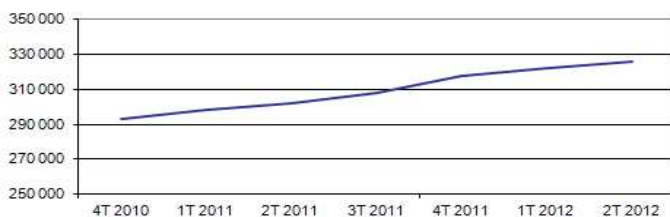


Structure en %

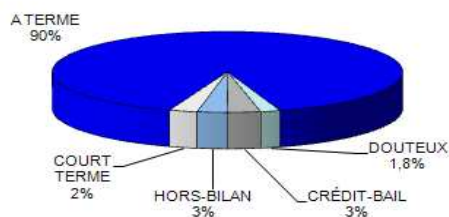


MÉNAGES

Encours en millions de F CFP

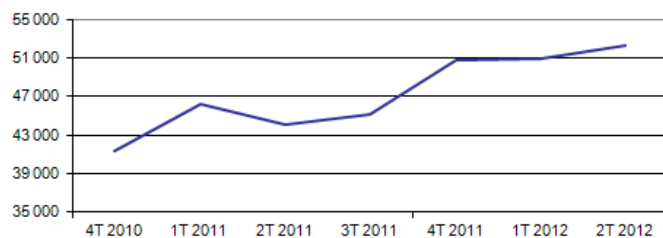


Structure en %

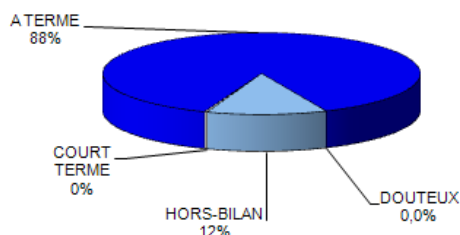


COLLECTIVITÉS

Encours en millions de F CFP



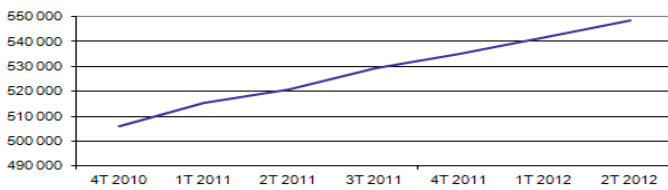
Structure en %



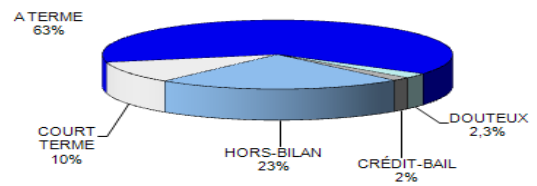
Conjoncture financière et bancaire

ENTREPRISES

Encours en millions de F CFP

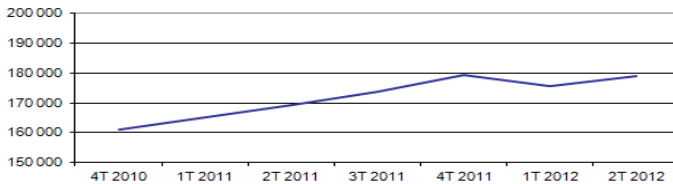


Structure en %

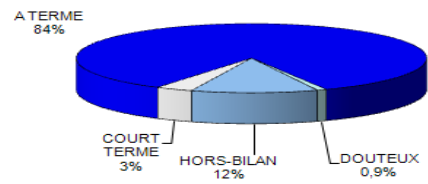


Activités immobilières

Encours en millions de F CFP

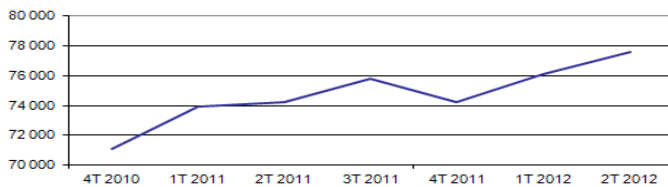


Structure en %

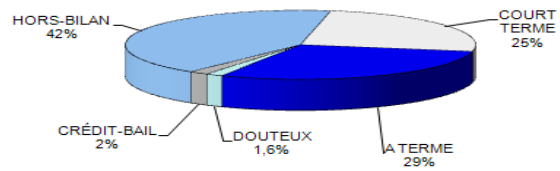


Commerce et réparation automobiles

Encours en millions de F CFP

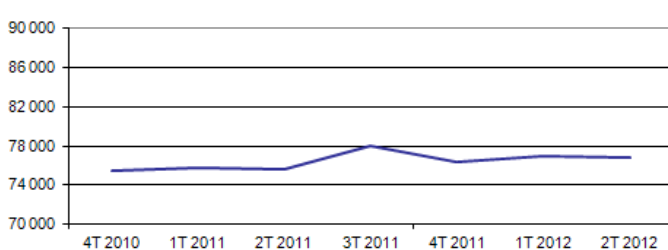


Structure en %

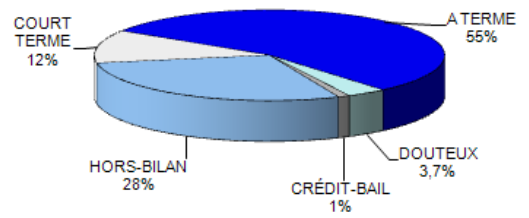


Construction

Encours en millions de F CFP

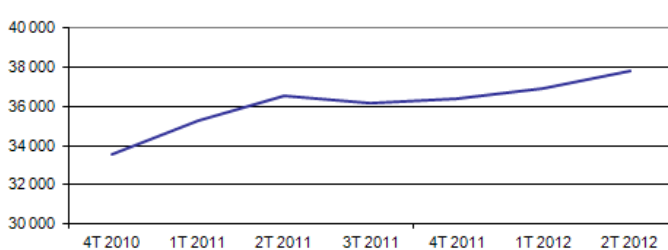


Structure en %

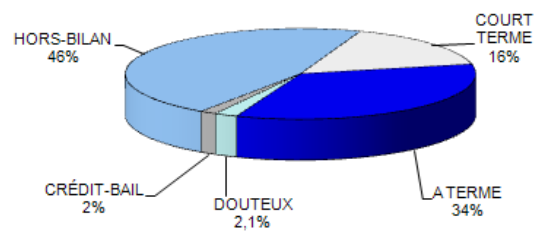


Industrie manufacturière

Encours en millions de F CFP



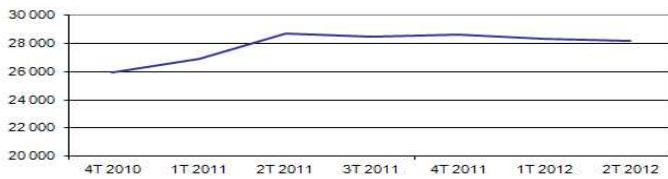
Structure en %



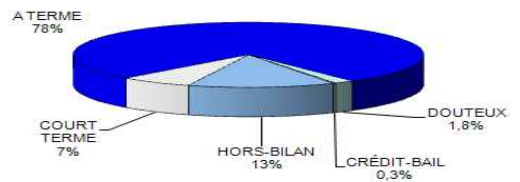
Conjoncture financière et bancaire

Activités financières et d'assurance

Encours en millions de F CFP

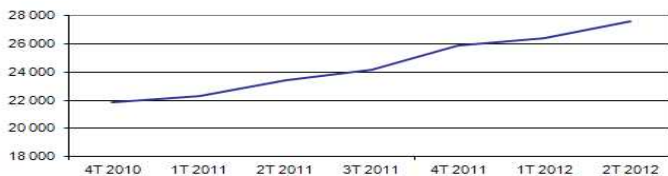


Structure en %

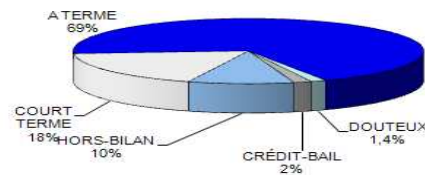


Activités spécialisées, scientifiques et technique

Encours en millions de F CFP

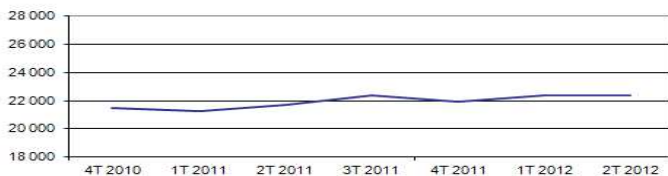


Structure en %

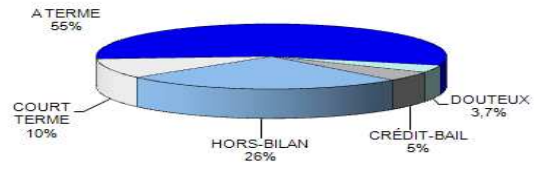


Transports et entreposage

Encours en millions de F CFP

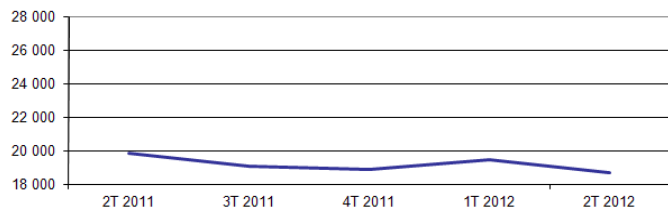


Structure en %

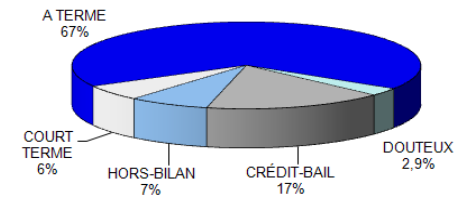


Services administratifs et de soutien

Encours en millions de F CFP

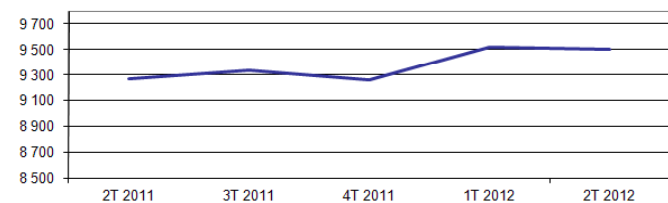


Structure en %

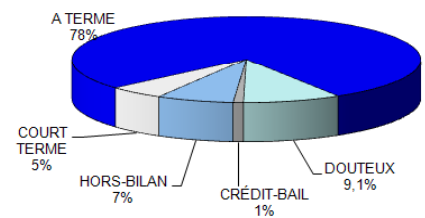


Agriculture, sylviculture et pêche

Encours en millions de F CFP

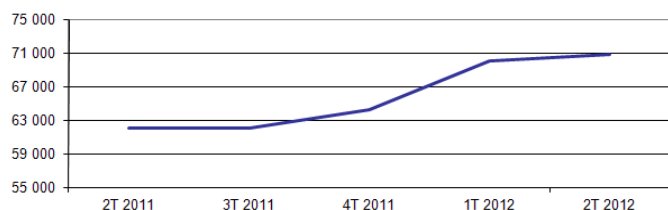


Structure en %

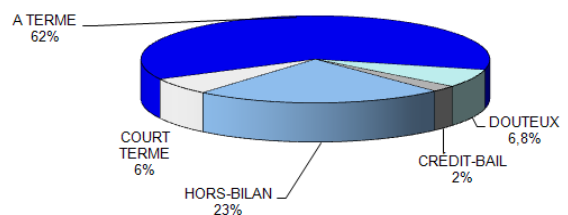


Autres secteurs (y compris radiés)

Encours en millions de F CFP



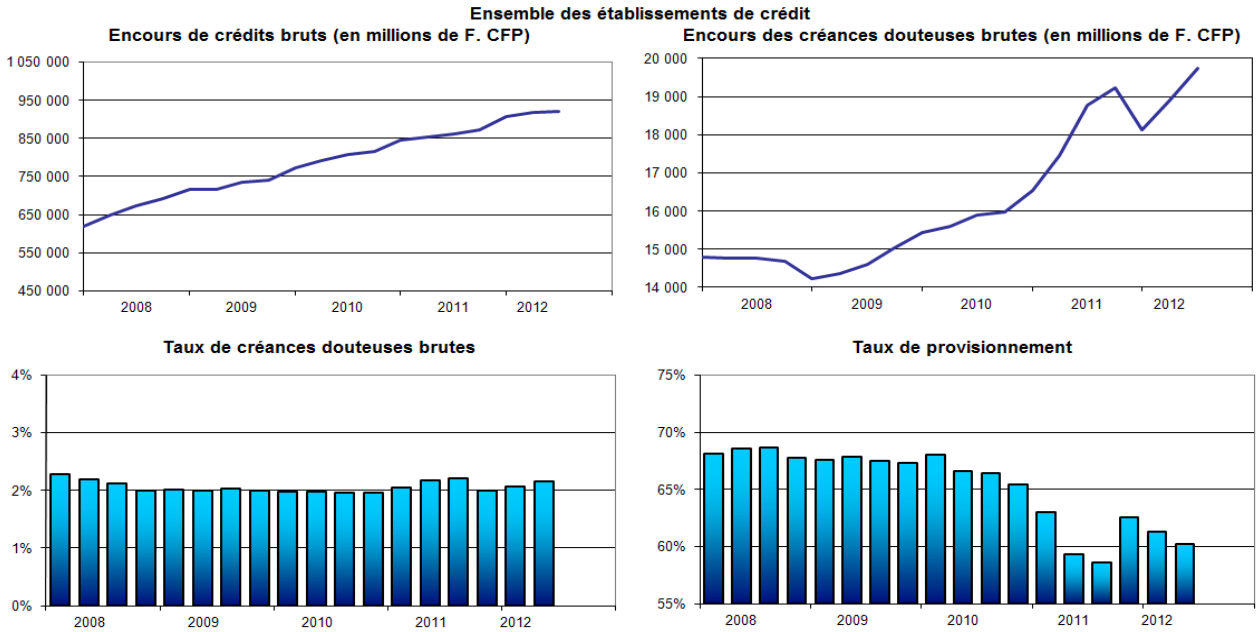
Structure en %



Conjoncture financière et bancaire

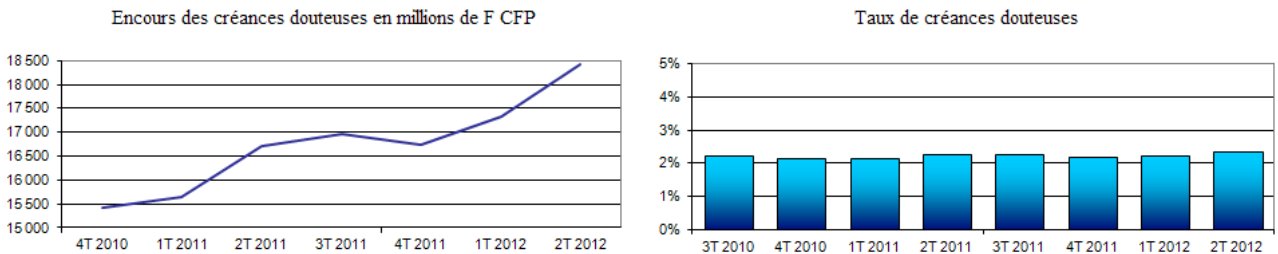
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Les indicateurs globaux (source : SURFI)

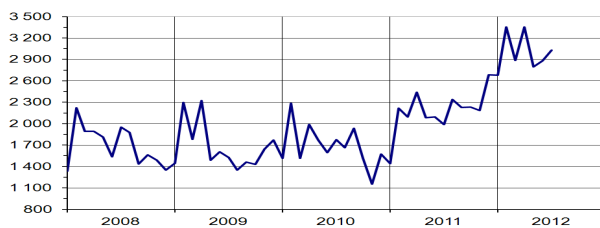


Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

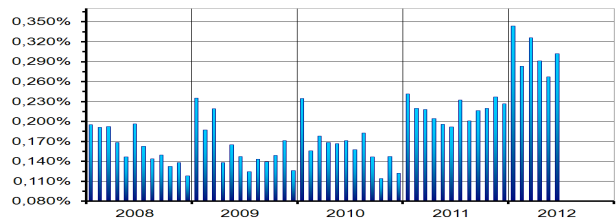


Incidents de paiement sur chèques
(en unité)



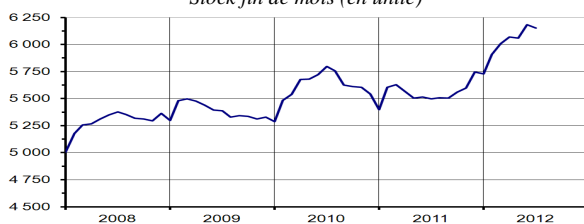
Source : IEOM

Taux de risque sur paiement sur chèques
Nombre d'incidents rapporté des chèques compensés



Source : IEOM

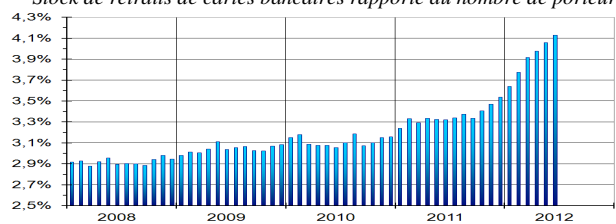
Personnes physiques interdites bancaires
Stock fin de mois (en unité)



Source : IEOM

Taux de retraits sur cartes bancaires

Stock de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs



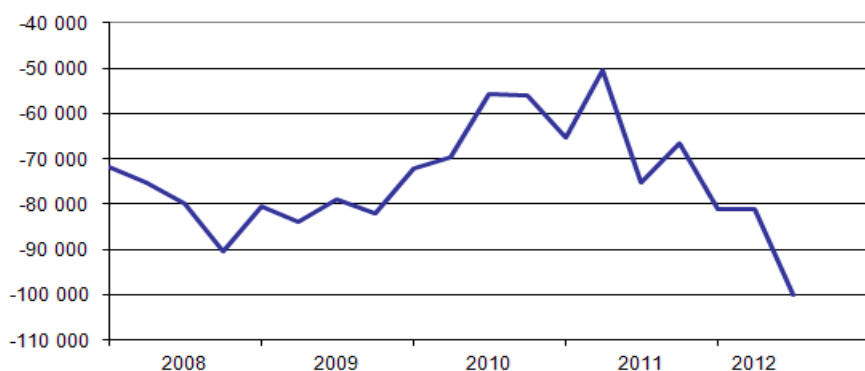
Source : IEOM

6. Le financement des concours bancaires

6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
Emplois	459 028	520 373	564 087	604 249	649 042	653 223	677 422	686 412	695 169	1,3%	7,1%	
Excédent des opérations diverses des EC	0	1 487	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits bruts	443 768	502 912	546 721	581 133	625 436	633 145	658 978	663 633	672 021	1,3%	7,4%	
Réserves obligatoires et libres	15 260	15 974	17 366	23 116	23 606	20 078	18 444	22 779	23 148	1,6%	-1,9%	
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Ressources	459 028	520 373	564 087	604 249	649 042	653 223	677 422	686 412	695 169	1,3%	7,1%	
Dépôts collectés (- encaisses)	319 032	369 939	394 964	455 434	481 320	485 561	495 119	500 017	491 574	-1,7%	2,1%	
Ressources propres - Valeurs immobilisées	51 747	57 808	59 690	62 604	64 696	64 567	64 081	64 004	68 987	7,8%	6,6%	
Excédent des opérations diverses des EC	4 746	4	12 135	11 195	9 212	18 406	17 685	21 441	14 223	-33,7%	54,4%	
Réescompte	9 553	12 774	18 425	19 441	18 586	18 161	19 308	19 916	20 500	2,9%	10,3%	
Position extérieure nette des EC (si négative)	73 950	79 848	78 873	55 575	75 228	66 528	81 229	81 034	99 885	23,3%	32,8%	

Position extérieure nette (en millions de F. CFP)

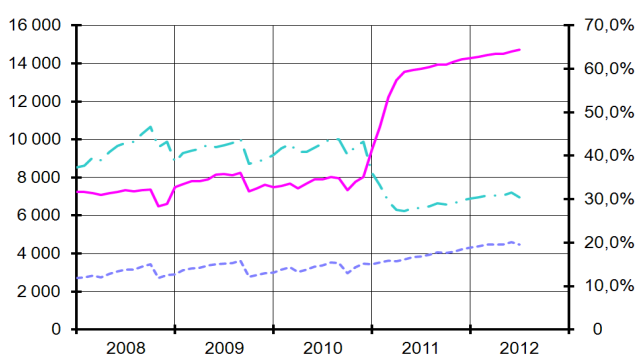


6.2 Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF										Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
Cotation (nombre)												
Cotes valides	6 943	7 322	8 186	7 906	13 732	13 941	14 269	14 509	14 714	1,4%	7,2%	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 628	3 148	3 476	3 387	3 847	4 021	4 313	4 485	4 485	0,0%	16,6%	
Taux	38%	43%	42%	43%	28%	29%	30%	31%	30%	-1 pt	2 pt	
Refinancement (montants en millions de XPF)	9 554	12 774	18 425	19 301	18 587	18 161	19 309	19 916	20 501	2,9%	10,3%	
Entreprises	9 358	12 697	18 404	19 297	18 584	18 159	19 307	19 914	20 499	2,9%	10,3%	
Particuliers	196	77	21	4	3	2	2	2	2	0,0%	ns	

Cotation des entreprises

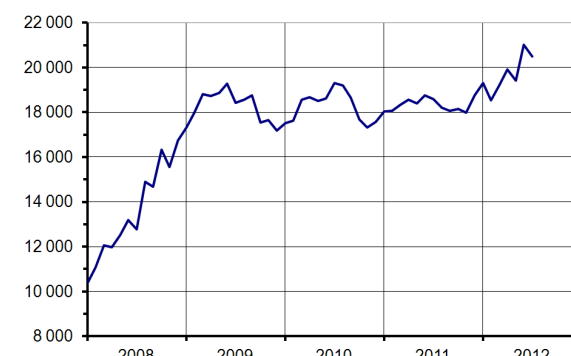
Nombre d'entreprises cotées — Nombre d'entreprises cotées et rééligibles — Taux d'éligibilité



Source : IEOM

Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois (en millions de F CFP)



Source : IEOM

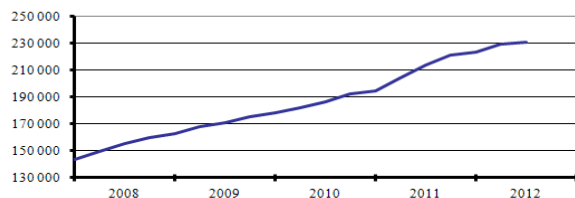
Conjoncture financière et bancaire

7. La monétique et les échanges de valeur

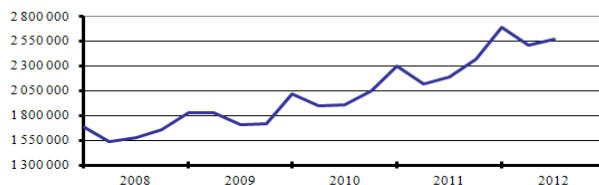
7.1 La monétique

Monétique											Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
Cartes bancaires												
Nombre de cartes	136 557	155 806	171 110	186 647	213 593	221 067	223 576	229 608	230 739	0,5%	8,0%	
Carte Bleue	79 156	86 602	92 875	100 510	108 798	111 702	111 667	112 200	112 545	0,3%	3,4%	
Carte Kade	28 244	31 586	33 975	35 376	38 980	40 626	41 917	43 553	43 823	0,6%	12,4%	
Cartes privatives	29 157	37 618	44 260	50 761	65 815	68 739	69 992	73 855	74 371	0,7%	13,0%	
Terminal de paiement électronique												
Nombre de TPE	2 532	2 762	2 952	3 037	3 425	3 568	3 633	3 666	3 692	0,7%	7,8%	
Nombre de transactions	1 414 562	1 574 253	1 703 557	1 904 670	2 177 738	2 362 488	2 682 869	2 495 047	2 559 311	2,6%	17,5%	
Montant (milliers de XPF)	12 295 523	13 969 970	14 528 458	16 183 131	18 471 504	19 684 473	22 753 314	20 570 689	20 860 113	1,4%	12,9%	
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	8	9	8	8	0,0%	-3,5%	
Machines de traitement mécanique												
Nombre de MTM	219	45	39	47	37	37	37	37	34	-8,1%	-8,1%	
Nombre de transactions	4 590	3 891	4 330	5 837	6 183	8 271	8 237	9 572	9 055	-5,4%	46,4%	
Montant (milliers de XPF)	108 348	99 724	121 379	182 702	203 150	225 181	241 467	225 311	209 718	-6,9%	3,2%	
Moyenne par transaction (milliers XPF)	24	26	28	31	33	27	29	24	23	-1,3%	-29,5%	
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)												
Nombre d'automates	141	161	167	194	215	217	223	225	224	-0,4%	4,2%	
Nombre de retraits	1 209 459	1 468 829	1 582 260	1 712 686	1 960 661	2 053 622	2 148 277	2 020 060	2 094 268	3,7%	6,8%	
Montant (milliers de XPF)	11 673 463	15 470 655	16 602 913	17 758 060	20 657 668	21 899 194	24 395 484	21 763 885	22 375 241	2,8%	8,3%	
Moyenne par retrait (milliers XPF)	10	11	11	10	11	11	11	11	11	-0,9%	1,9%	

Nombre de porteurs

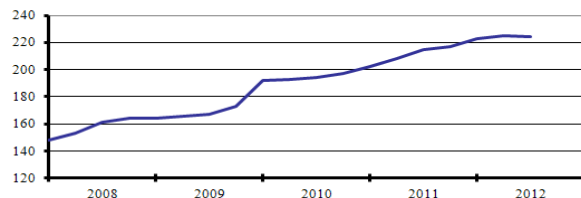


Nombre de transactions sur terminaux de paiement

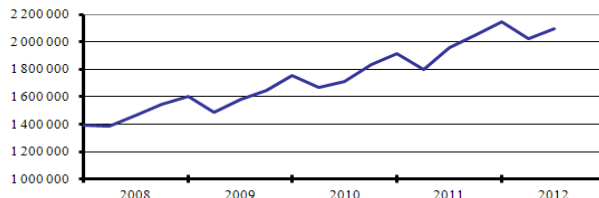


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Nombre de retraits sur automates bancaires

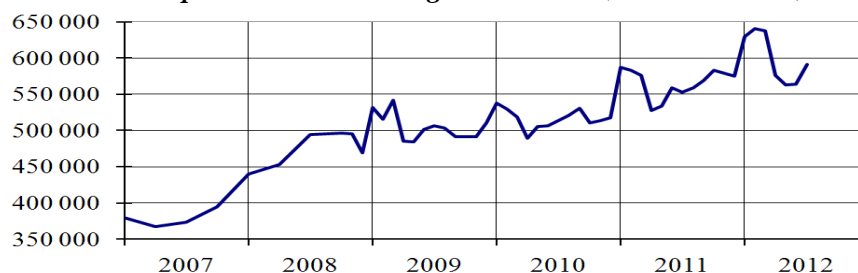


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs											Variations	
	juin-07	juin-08	juin-09	juin-10	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	juin-12	1 trim	1 an	
En nombre	4 596 767	4 861 898	4 907 738	4 933 014	5 092 432	5 215 488	5 334 554	5 029 860	5 108 352	1,6%	0,3%	
Chèques	3 023 080	3 110 210	3 080 019	3 036 182	3 120 122	3 146 796	3 305 377	3 019 881	3 041 621	0,7%	-2,5%	
Virements	867 537	970 936	989 905	1 006 909	1 030 500	1 076 921	1 089 559	1 003 895	1 069 201	6,5%	3,8%	
Effets	3 735	3 282	3 058	2 841	2 856	2 882	2 914	2 805	2 875	2,5%	0,7%	
Autres	702 415	777 470	834 756	887 082	938 954	988 889	936 704	1 003 279	994 655	-0,9%	5,9%	
En millions de F CFP	372 977	494 840	506 233	514 035	552 679	582 897	629 789	575 929	591 401	2,7%	7,0%	
Chèques	187 439	256 455	240 269	245 037	250 144	262 015	282 929	245 755	267 668	8,9%	7,0%	
Virements	161 345	212 034	238 063	241 207	272 429	290 070	315 853	298 628	291 279	-2,5%	6,9%	
Effets	7 673	7 359	8 004	6 388	7 017	7 043	7 870	6 905	7 550	9,3%	7,6%	
Autres	16 520	18 992	19 897	21 403	23 089	23 769	23 137	24 641	24 904	1,1%	7,9%	

Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Conjoncture financière et bancaire

8. Rappel des taux

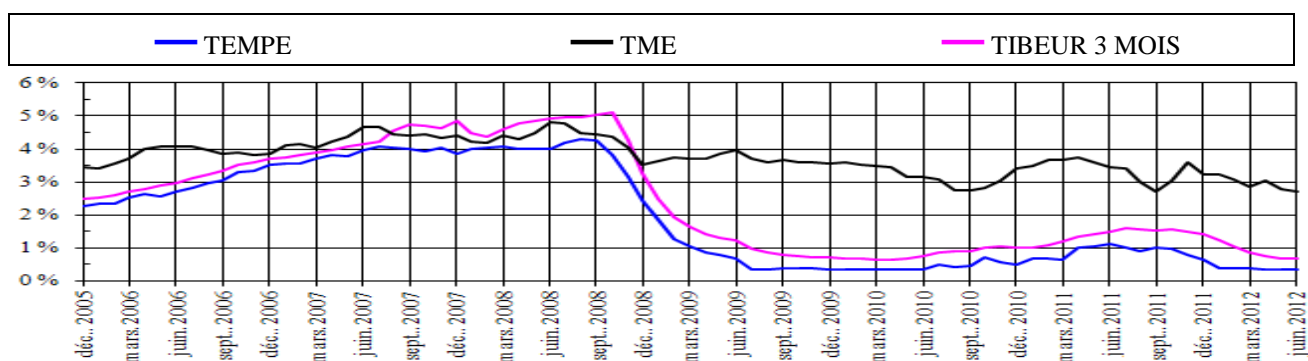
8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011	Année 2012
4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	3,79 %	0,65 %	0,38 %	0,71 %

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

2012 -07	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	3,50%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,35% à 5,80%
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

8.4 Les taux de l'usure

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2012)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	14,07%
		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,23%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	6,36%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,01%
Prêts à taux variable	5,81%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,63%
Prêts-relais	6,32%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,20%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,53%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,25%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,24%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	16,40%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,88%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	14,04%	Découverts en compte (1)	13,53%

(1) y compris commission du plus fort découvert

Conjoncture financière et bancaire

8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

Evolution du coût du crédit aux particuliers

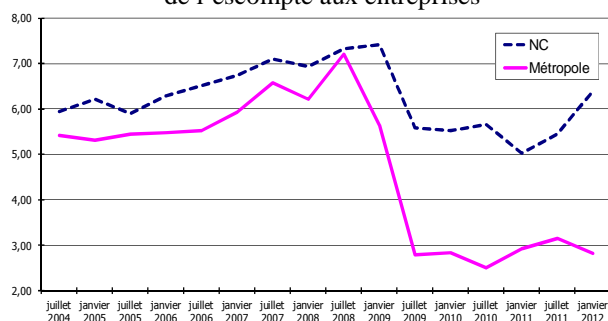
Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	janvier/février	juillet/août	janvier/février	juillet/août	janvier/février	sur 12 mois	sur 6 mois
	2010	2010	2011	2011	2012		
Prêts immobiliers.....	5,01%	4,75%	4,63%	4,63%	4,64%	0,01 pt	0,01 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	17,17%	17,91%	18,28%	—	—	-18,28 pt	—
Découverts.....	10,51%	10,28%	11,20%	9,36%	10,91%	-0,29 pt	1,55 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	6,99%	6,44%	6,15%	6,06%	6,79%	0,64 pt	0,73 pt
TMPG.....	6,21%	5,85%	5,74%	5,61%	6,00%	0,26 pt	0,39 pt
Déclarations (en nb).....	4 316	5 295	4 159	5 603	4 758	14,4%	- 15,1%

LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux moyen pondéré	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Enquête de	Variations en points	
	janvier/février	juillet/août	janvier/février	juillet/août	janvier/février	sur 12 mois	sur 6 mois
	2010	2010	2011	2011	2012		
Escompte.....	5,52%	5,66%	5,03%	5,45%	6,39%	1,36 pt	0,94 pt
Découvert.....	4,06%	4,24%	5,05%	5,79%	4,18%	-0,87 pt	-1,61 pt
Autres court terme.....	4,61%	4,80%	3,84%	4,78%	5,20%	1,36 pt	0,42 pt
Ensemble court terme.....	4,77%	4,94%	4,89%	5,46%	5,49%	0,60 pt	0,03 pt
Moyen et long terme.....	4,39%	4,32%	4,58%	4,58%	4,25%	-0,33 pt	-0,33 pt
TMPG.....	4,62%	4,70%	4,77%	5,07%	4,93%	0,16 pt	-0,14 pt
Déclarations (en nb).....	1 743	2 077	1 490	2 004	1 510	1,3%	-100,0%

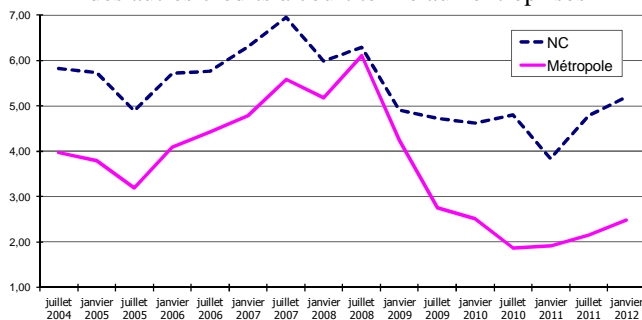
Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



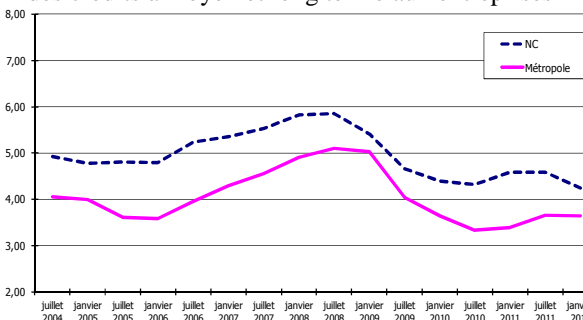
Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



Nota : Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête.

Annexe : méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, c'est le cas de l'Agence française de développement (AFD) ou de la CASDEN, qui disposent d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les « autres agents » rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'AFD, la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

Conjoncture financière et bancaire

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée correspond à la nomenclature statistique nationale d'activités française révision 2 (NAF rév. 2, NAF 2008) :

Code	Section	Division
A	Agriculture, sylviculture et pêche	1 à 3
B	Industries extractives	5 à 9
C	Industrie manufacturière	10 à 33
D	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	35
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	36 à 39
F	Construction	41 à 43
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	45 à 47
H	Transports et entreposage	49 à 53
I	Hébergement et restauration	55 à 56
J	Information et communication	58 à 63
K	Activités financières et d'assurance	64 à 66
L	Activités immobilières	68
M	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	69 à 75
N	Activités de services administratifs et de soutien	77 à 82
O	Administration publique	84
P	Enseignement	85
Q	Santé humaine et action sociale	86 à 88
R	Arts, spectacles et activités récréatives	90 à 93
S	Autres activités de services	94 à 96
T	Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre	97 à 98
U	Activités extra-territoriales	99

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : Thierry BELTRAND
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 6 septembre 2012
Dépôt légal : septembre 2012 - n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553

Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : agence@ieom.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03